

## CONTRE SARKOZY

# CONSTRUISSONS L'OPPOSITION OUVRIERE



ÉLECTIONS PAGES 2 · 3

PSA PAGE 5

INITIATIVE PAGE 7

ET AUSSI

À DROITE  
TOUTE ?

BILAN  
D'UNE  
GREVE

RENCONTRE  
SYNDICALE

AIRBUS·BOEING  
VENEZUELA:  
QUI A LE POUVOIR ?  
NÉPAL·ACCORDS  
DE PAIX



M 02348 - 213 - F. 1,50 €



## PRÉPARONS-NOUS A CONTRER LES OFFENSIVES DE LA BOURGEOISIE

**COMMUNISTES**, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui qui nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

**COMMUNISTES**, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

**COMMUNISTES**, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'imperialisme – et particulièrement l'imperialisme français – nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

**IL FAUT UNE ORGANISATION** pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

### Voilà ce à quoi travaille Voie Proletarienne.

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2007. Imprimé par Rhotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48  
93802 Epinay/Seine cedex France

**Notre adresse e-mail :**  
**vp.partisan@caramail.com**

### ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS  
SOUS PLI FERMÉ : 23 €  
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION  
SOUS PLI FERMÉ : 11 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE  
SOUS PLI OUVERT : 6 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES  
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :  
30 \$ CAN (CANADA), 30 FS

**CHÈQUES À L'ORDRE DE :**  
**VOIE PROLETARIENNE, BP N° 48**  
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX  
CCP : N° 23 743 83 G PARIS



**A VICTOIRE DE SARKOZY, LA VICTOIRE DES PEURS ET DES DIVISIONS.** Nicolas Sarkozy a été élu à la Présidence de la République. Ses premiers mots ont été de déclarer le président de tous les Français, au-dessus des partis, comme d'ailleurs l'aurait fait Ségolène Royal si elle avait été élue. Lui, comme elle, a affirmé que ces élections ont été une victoire de la démocratie.

Dès le premier tour, la presse bourgeoise avait dit que le fort niveau de participation et la « marginalisation des extrêmes » constituaient un succès de la démocratie. Ces élections sont effectivement un succès pour la bourgeoisie, car les deux candidats présidentialiables du second tour défendaient ses intérêts. Mais ils le faisaient avec assez de différences pour que l'issue du scrutin soit perçue comme un enjeu... « de société ? » et que les médias les montent en épingle pour détourner les travailleurs des véritables enjeux pour eux et les exploités.

Les convergences entre les deux anciens candidats se sont confirmées tout au long des débats de la campagne. Ségolène Royal courrait vainement derrière les propositions réactionnaires de son concurrent. En 2005, les deux candidats ont défendu le « Oui » à une constitution européenne réactionnaire. Sarkozy a dit ne pas être pour l'abrogation des 35 heures, mais Royal a affirmé, comme lui, la nécessité de les aménager. Tous sont pour la « flexi-sécurité » ou la « sécurisation des parcours professionnels ». Ils étaient pour une régularisation au cas par cas des sans-papiers, et Ségolène Royal a évité par deux fois de se prononcer sur le droit au regroupement familial pour les travailleurs immigrés. Tous deux, sur des airs différents, ont chanté des louanges à la nation, au drapeau, à l'identité nationale.

Malgré cette similitude de programme, s'il y a eu mobilisation, c'est que Sarkozy avait affiché son mépris de la jeunesse des cités. Il est perçu par eux, avec raison, comme une menace. Et en tant que ministre de la politique du gouvernement précédent, défenseur de l'ordre, il sera le continuateur d'une politique répressive contre les travailleurs. Il a su, par ses appels à plus d'autorité, capter les peurs et les inquiétudes de beaucoup de travailleurs désorientés par les bouleversements du monde capitaliste. Il a su exploiter les divisions : l'hostilité des actifs contre les chômeurs « assistés », des Français contre les sans-papiers africains, des précaires contre les fonctionnaires « privilégiés ».

**CONTRE LA DROITE, NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES !** Nous comprenons le rejet qui a conduit à une grande mobilisation de la jeunesse pour

faire barrage à Sarkozy. Nous avons néanmoins appelé à l'abstention.

Nous avons voulu signifier par là que l'un comme l'autre sont nos adversaires. Royal n'a-t-elle pas dit, pour illustrer sa politique, que celle-ci avait fait ses preuves en Suède où Erikson avait pu supprimer 10 000 emplois... sans grève.

Nous savons que, comme la jeunesse populaire, une majorité de travailleurs a voté contre Sarkozy, même si celui-ci a reçu beaucoup trop de voix ouvrières. Nous ne pensons pas que cela tient seulement aux illusions que les travailleurs auraient à l'égard de Ségolène Royal. S'il en est ainsi, c'est qu'ils se sentent faibles et désarmés face aux menaces. Cette situation illustre le profond désarroi des travailleurs, consécutif au recul de leurs organisations de résistance et de solidarité, à l'absence d'un parti – communiste – qui porte et organise leurs aspirations à une autre vie. Pour inverser cela, il ne suffit pas de voter périodiquement pour le ou la candidat(e) d'une gauche aux couleurs de la bourgeoisie.

Depuis des années, mesure après mesure, gouvernement de droite ou de gauche, les droits des travailleurs ont été grignotés. Et cela continuera si nous attendons qu'un président ou une présidente de « gauche » fasse barrage à cette dégradation.

A ceux qui ont voté contre Sarkozy, mais restent totalement insatisfaits de leur vote, nous n'allons pas apprendre que le seul recul imposé à cette dégradation continue a été la mobilisation contre le CPE, qui ne doit rien au PS.

Contre la politique que va poursuivre le nouveau Président, et son futur gouvernement, nous aurons à nous défendre pied à pied, pour la défense de nos conditions de vie, contre la répression. Pour cela nous devrons reconstruire nos capacités de résistance. Lutter pour que nos syndicats soient des organisations de classe et non de collaboration au nom du réalisme, ou du « gagnant gagnant » de Royal.

**NOTRE BOUSSOLE, LA LUTTE POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ : LE COMMUNISME.** Pour lutter contre la désorientation des travailleurs, il faut plus que cela. Il faut des contre-feux idéologiques et politiques. Pour faire reculer les idées réactionnaires, y compris parmi les travailleurs, il ne suffit pas de lutter contre ce que l'on refuse, il faut des perspectives positives, un objectif. Le seul qu'en leur fixe à « gauche de la gauche » (Bové, Besancenot...), c'est de lutter contre le libéralisme, pour un Etat plus interventionniste, plus protecteur. Idée partagée aussi par Sarkozy et

Royal, même si ceux-ci y mettent des contenus différents.

Nous disons qu'il faut nous fixer comme objectif de changer la société, et s'organiser pour cela. S'organiser pour que les travailleurs prennent dans leurs mains la richesse qu'ils créent par leur travail, pour l'exploiter pour le bien de tous, et non pour celui du capital. Cette société nous appartient socialiste.

S'organiser pour cela, ce n'est pas seulement travailler pour un but lointain, et incertain. Se fixer ce but, c'est avoir une boussole dans les combats de maintenant, une orientation, des « valeurs », donner un contenu vivant à cette alternative. C'est seulement si nous poursuivons un objectif de libération pour tous les hommes et toutes les femmes de la dictature du capital, qui s'approprie et saccage nos vies comme la planète, que nous serons en condition de résister aux idées réactionnaires qui déroutent les travailleurs.

Contre la concurrence et l'égoïsme national, contre la concurrence entre actifs et chômeurs, nous portons et organisons la fraternité de classe. Au chauvinisme et à la peur cultivée de la menace de l'étranger, nous opposons et organisons l'internationalisme. Contre l'individualisme, le féodalisme de la consommation, nous opposons le temps libre, pour vivre mieux, pour nous organiser collectivement, pour nous préparer à diriger la société. Contre le paternalisme de ceux qui entendent nous protéger, à droite ou à gauche, par un Etat répressif ou bienveillant, nous devons nous organiser parce que nous ne croyons pas aux « sauveurs suprêmes ».

Inverser le courant réactionnaire, nous organiser, cela exige durée et persévérance. Cela suppose de ne pas nous satisfaire des combats au coup par coup. S'engager oui, pour changer notre avenir et notre quotidien, en construisant une organisation qui porte ses aspirations et cette volonté, contre toutes les attaques de la bourgeoisie – mesures sociales, répressions, ou idées – voilà la nécessité du jour.

**C'est l'ambition de VP, c'est ce à quoi nous appelons à venir travailler avec nous, pour sortir de l'impuissance qui nous conduit à reporter des espoirs sur le moins pire de nos ennemis, et nous préparer à construire un avenir différent, dans nos luttes et aujourd'hui !**

**« TRAVAILLEURS SAUVONS-NOUS  
NOUS-MÊMES »**

Merci à ce lecteur pour ce courrier. Nous avons encore trop peu de réactions comme celle-là. Nous en voulons des centaines ! Il faut « continuer à faire connaître Partisan » et en même temps continuer à avoir des « doutes », c'est-à-dire à rester vigilants. Car on n'a pas besoin de militants moutons, nous voulons des militants conscients, à la fois confiants dans VP-Partisan, et critiques.

Sur le vote Lutte Ouvrière, il est clair que ce n'était pas l'idéal, surtout après l'appel d'Arlette Laguiller à voter pour Ségolène Royal au deuxième tour. Mais à chaque fois que nous avons appelé à voter Lutte Ouvrière, c'est en

précisant que nous sommes d'accord sur certains points : il y a deux « camps » dans la société ; la Gauche est passée dans le camp de la bourgeoisie ; le camp anti-libéral (Bové, Buffet...) n'est pas un camp anti-capitaliste ; LO n'avait pas appelé à voter Chirac en 2002...

Et, à chaque fois également, nous avons rappelé que nous ne sommes pas d'accord sur d'autres points – tout à fait essentiels : LO, par exemple, veut contrôler le capitalisme, grâce à l'Etat, et non le supprimer ; etc.

Le lecteur ne le dit pas dans sa lettre, mais il pense certainement qu'on ne peut que s'abstenir. C'est ce à quoi a

appelé VP-Partisan au deuxième tour, quand il n'y a plus que des candidats ouvertement bourgeois. Mais l'abstention n'est pas l'idéal non plus ! L'idéal serait d'avoir des candidats clairement ouvriers et révolutionnaires, anti-capitalistes et communistes.

De toutes façons, participer aux élections n'est pas évident, car c'est la politique telle qu'elle est organisée par la classe dominante. Dans ces situations compliquées, il est précieux d'être organisés collectivement, dans une organisation communiste m-l, bien sûr !

*Le comité de rédaction*

## Présidentielles

**Comme toujours en ces périodes mouvementées, les esprits s'échauffent, et les réalités, les évolutions de la société s'obscurcissent. Il est donc utile de prendre du recul pour regarder de plus près un certain nombre de propos dominants pour voir s'ils sont fondés ou non. L'apparence des phénomènes n'est bien souvent pas la réalité profonde et l'évidence, que les médias dominants mettent en avant, n'est bien souvent qu'un mode de penser. Il est donc utile d'avoir les bonnes clés pour comprendre ces élections présidentielles.**

# Glissement des « Français » à droite ou droitisation des partis ?

**R**evenons donc aux données objectives, aux faits incontestables et à l'évolution de la société depuis plus de 10 ans. «Sarkozy élu, on assistera à une formidable accélération de réformes, ce sera la généralisation de cette société d'insécurité avancée», entend-on dire. Pas de panique !

**SARKOZY, ROYAL ET LE CAPITALISME.** Avec ou sans Sarkozy, la classe dirigeante veut vite «réformer». Souvenons-nous des propos de la dirigeante du MEDEF critiquant fortement le gouvernement de Villepin pour ne pas avoir su et pu faire passer le CPE et d'avoir pris du retard. Ces réformes commencées avec la «mondialisation» la bourgeoisie veut les accélérer. Mitterrand, puis Chirac ont entamé la «libéralisation» de l'économie, du droit du travail, Sarkozy prolongera la «rupture» d'avec les conquêtes sociales ! «Un tournant dans la vie politique française? Possible, si la bourgeoisie veut faire passer en force son économie-politique, il faudra qu'elle utilise la matraque sarkoziste.

Le programme de Royal et du Parti Socialiste, au-delà des discours creux sur «la justice», «l'équilibre», «l'harmonie», «le respect» allait dans le même sens. Le bilan que tire la direction du PS de ses échecs passés, c'est qu'il lui faut aller toujours plus vers le libéralisme...

Royal et Sarkozy ont brouillé les cartes lors de leur campagne électorale. La première a souvent tenu des propos très droitiers, sur l'ordre, la sécurité et s'est monté défenseur du capitalisme. Le second a commencé très fort en se réclamant de Jaurès, des droits de l'homme, s'en prenant aux mauvais capitalistes,... La différence ? L'une voulait une gestion «humaine» du capitalisme, alors que l'autre sera un gestionnaire déterminé et à poigne.

Electoralement, Sarkozy l'a emporté en s'appuyant sur un électoral soucieux d'ordre et de «justice» : les retraités (dont le nombre a fortement augmenté ces cinq dernières années), avec un score atteignant 75%; et les couches laminées par la concurrence capitaliste : agriculteurs-artisans-commerçants et les professions dites «indépendantes». Ce sont ces couches qui firent le corps électoral français vers la droite. (1)

Loin d'être «le candidat du travail et des forces vives de la nation» comme son discours volontariste l'affirme, Nicolas Sarkozy

serait en fait celui de l'inquiétude et des peurs ressenties par une population de victimes et une population vieillissante qui observe le monde à travers la lucarne de TF1.

**LES CHIFFRES ET LEUR INTERPRÉTATION.** Les chiffres n'ont d'intérêt que s'ils permettent de comprendre l'évolution réelle (voir en annexe les chiffres officiels). Une élection c'est comme une photographie, c'est une image figée (et déformée par les médias dominants) d'une société en mouvement et en instabilité croissante. Les réactions des différentes classes sociales (et la conscience qu'elles ont d'elles-mêmes) subissent des variations, tout en ayant des logiques constantes. Ensuite, le «suffrage universel» donne le même poids électoral à ce qui est en déclin qu'aux forces sociales montantes et militantes.

Enfin, les élections ne retiennent pas la non-participation des chômeurs, des ouvriers, qui ont un très fort taux de non-inscription et d'abstention (près de 40% d'abstention chez les chômeurs en 2002 -nous n'avons pas encore ceux de 2007-, au niveau national). Ce qui fait que plus la moitié des chômeurs ne se sont pas exprimés en 2002 (en prenant en compte les chômeurs étrangers, qui n'ont pas le droit de vote). Si on prend en compte ces «invisibles» que sont les étrangers, les non-inscrits, les abstentionnistes et les votants «nuls» (la totalité serait d'environ 40% des adultes en âge de voter, en 2002), on aboutit à des conclusions et à une vision du «paysage politique» très différentes de celle que nous imposent les médias.

Quelques autres faits à prendre en compte : moins de 12 millions des électeurs de Sarkozy disent adhérer à ses thèses, soit à peine plus d'1 inscrit sur 4 (2). La campagne électorale a connu un nombre inégalé de grèves. Lors d'une enquête, oubliée des médias, plus de 26 millions de nationaux adultes jugent négativement le capitalisme, soit plus de 6 sur 10 (3).

Ce sont tous ces éléments ( et bien d'autres que nous ne pouvons citer ici, faute de place) qui permettent d'avoir une grille d'analyse et d'interprétation de la réalité beaucoup plus juste.

**DROITISATION DE LA SOCIÉTÉ ?** «Glissement général à droite», «En mai 2007, on a assisté à une droitisation de la société française», etc. Nous assène la presse bourgeoisie, comme elle le faisait déjà en 2002 ! Ou bien encore, on nous parle de «recul de la conscience ouvrière». Ces affirmations ont-elle



un quelconque fondement ? Pour notre part nous jugeons ces propos bien superficiels et surtout orientés afin de «dégouter» d'un intérêt pour la vie politique. Au contraire, nous donnerons quelques éléments de l'évolution idéologique de la population de ces 20 dernières années.

Selon une étude<sup>4</sup>, en 1993, 50 % des personnes interrogées se disaient «tout à fait d'accord» avec le «il y a trop d'immigrés en France» ; ils ne sont plus que 51 % en 1997 et 28 % en 2007. Deux Français sur trois estimaient désormais que les étrangers devraient pouvoir voter aux élections municipales. A propos de la peine de mort le recul est encore plus prononcé (61 % souhaitent son rétablissement en 1993, 53 % seulement en 2007). Sur l'adhésion au «libéralisme économique», 50 % des interrogés réagissent négativement au «profit» en 2007 (contre seulement un sur trois en 1988). Dans le sondage Louis Harris (cité plus haut) de 2005, 6 sur 10 sont contre le capitalisme ! La côte de la «mondialisation» est en baisse, etc.

On est donc loin d'un glissement des «Français» vers la droite ! Par contre, la droitisation des partis parlementaires n'est plus à démontrer, y compris à «extrême-gauche». Sarkozy pourra se prévaloir d'une forte «légitimité démocratique», de ses 53 % des votants, mais moins de 45% des inscrits, si l'on compte les abstentionnistes et les votants blancs. Cette «démocratie électorale» ne peut représenter l'évolution réelle de la société et «les institutions de la République» n'en sortent renforcées qu'en apparence.

Les politiques mises en œuvre, par la droite comme par la gauche, se heurtent aux intérêts populaires et la «crise de représentation» ne peut que s'accentuer. Sarkozy l'a compris qui développe un «populisme» de droite ou d'extrême droite pour mettre en œuvre la politique du MEDEF, ce qui n'est pas un signe de force mais de faiblesse.

**SUR L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ.** «Les présidentielles ont effacé le Non à la Constitution Européenne du 29 mai 2005». On ne voit pas très bien comment ce miracle aurait pu se réaliser. Toutefois, le brouillage des cartes «gauche/droite», la panique du «tout sauf Sarko», le martelage des médias ont désorienté la conscience populaire. Celle-là même qui s'était largement opposée aux partis du Oui, (de l'UMP au PS), qui dénonçaient leur politique, a été désarmée, prise au piège du «vote utile», ne voyant pas les moyens d'y échapper autrement qu'en votant Royal.

Ce qui ne prouve qu'une chose, c'est que le mécontentement, la révolte des travailleurs, des chômeurs, des lycéens et étudiants, qui s'étaient largement exprimés ces cinq dernières années, restent encore prisonniers de l'idéologie dominante et du système capitaliste qui pourtant les rejette. Cette contradiction s'exprime aussi dans l'écho croissant des idées et politiques anti-capitalistes et la faiblesse relative des résultats de ceux qui s'en réclamaient, plus ou moins, lors de ces présidentielles (Besancenot, Laguiller,...). C'est aussi la contradiction entre la politique dominante

et institutionnelle et les aspirations des classes populaires qui n'ont plus l'organisation politique leur permettant de pousser jusqu'au bout leur contestation de «l'ordre injuste».

On voit l'ampleur du travail militant à réaliser : rendre conscient de cette contradiction pour la dépasser vers un programme communiste synthétisant les aspirations populaires.

**COMMENT AVANCER AUJOURD'HUI ?** Le peuple n'est ni droitier, ni sarkozyste. Ce peuple qui soutenait à 80% les manifestants contre le CPE, qui est majoritairement pour la régularisation des sans-papiers. Sarko n'est fort que de la faiblesse de la gauche révolutionnaire...

Ainsi, un événement important occulté par beaucoup : le réveil des grèves ouvrières. Durant ces mois de campagne présidentielle, près de 1000 mouvements auraient éclaté. Placant au centre des présidentielles, la lutte concrète contre la politique libérale des monopoles et du gouvernement. D'où les discours populistes de Sarkozy, dont le ministère de l'Intérieur ne pouvait ignorer la réalité.

La période qui s'ouvre sera dominée par le développement de la contradiction, noté plus haut, qui s'exprimera par l'aggravation de la crise politique, la montée et l'exacerbation de la révolte sociale. Elle pose largement le problème de la nécessité d'un nouveau parti communiste révolutionnaire, car seule la perspective, y compris aux situations d'urgences, ne peut être que celle d'un véritable socialisme – ce que ne peut plus faire, même de manière illusoire, le PCF devenu social-démocrate.

Dans les tous prochains mois, la bourgeoisie sera pressée de transformer sa victoire électorale en une victoire sociale. C'est pourquoi il faut rapidement tirer de correctes leçons de ces élections pour se donner une orientation et des tactiques capables de résister aux attaques immédiates. Sans perdre de vue la nécessaire «rupture» révolutionnaire.

Gérard Lecoeur

(1) Sondage au sortir des urnes du second tour par Ipsos le 07/05/2007: «Comprendre le vote des français»

(2) Sondage à la sortie des urnes de TNS-Sofres-Unilog pour Le Figaro et TF1. (3) Sondage Louis Harris très intéressant, publié dans le Libération du 4 novembre 2005 et répercuté dans notre journal. (4) Lire les valeurs des Français en 2007 : un basculement à droite ? de Frédéric Dabi et «Les Français sont-ils plus "racistes" qu'hier ? de Nomia Mayer et Guy Michelat, dans la Revue politique et parlementaire, n° 1042, janvier-mars 2007.

## RESULTATS OFFICIELS DE L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE DIMANCHE 6 MAI 2007

	Voix	% inscrit
Sarkozy	18 985 408	55,06
Royal	16 790 611	46,94
Exprimés	36 719 396	98,56

	Nombre	% inscrits
Inscrits	44 472 565	100,00
Abstentions	7 128 894	16,05
Votants	37 343 671	83,95

	Nombre	% votants
Blancs/Nuls	1 569 450	4,20
Exprimés	35 774 019	95,80

## QUELQUES CHIFFRES DU 1<sup>er</sup> TOUR

	Voix	% exprimés
Besancenot	1 498 581	4,08
Buffet	707 268	1,95
Schivardi	125 540	0,54
Bayrou	6 820 119	18,57
Bové	485 008	1,32
Voinet	576 666	1,57
Sarkozy	11 448 665	51,18

## Législatives

**Nous allons bientôt être appelés à voter pour les députés. C'est la démocratie, nous dit-on. La «démocratie», littéralement, c'est le pouvoir du peuple : le peuple se gouverne lui-même, et établit lui-même ses propres lois. La France serait un pays démocratique dans la mesure où ses lois sont faites par un parlement élu par le peuple. Mais le système parlementaire est-il réellement démocratique ? Dès qu'on commence à examiner son fonctionnement un peu dans le détail, on voit que non.**

# À QUOI SERT UN DÉPUTÉ ?

**P**our commencer, le peuple s'en remet à des intermédiaires qu'il choisit. Il leur délègue la gestion du système. La participation des citoyens se résume donc au vote. Vote et tais-toi ! Une fois élus, les députés font ce que bon leur semble. Les citoyens ne votent pas pour des programmes, mais élisent des individus qui ont, d'après la Constitution, le droit le plus absolu de ne pas appliquer leur programme ! Les promesses des politiciens n'engagent que ceux qui y croient.

### POUR CINQ ANS.

Il y aurait pourtant des moyens très simples de permettre au peuple de participer directement et activement au pouvoir. Des moyens qui n'ont rien de subversif ou révolutionnaire puisqu'ils existent dans certains pays capitalistes. Par exemple la révocabilité, c'est-à-dire la possibilité pour les électeurs de rappeler un élu dont ils ne sont pas satisfaits en cours de mandat (comme dans certains États des USA). Et aussi la possibilité pour le peuple de proposer lui-même des lois : c'est le système du référendum, où lorsqu'une partie des citoyens (par exemple 10 % du corps électoral) signe une pétition proposant une loi, le gouvernement est contraint d'organiser un référendum pour soumettre cette proposition au vote de l'ensemble du peuple (fréquemment pratiqué en Suisse).

Comme on voit, dans le système «démocratique» français, le peuple est un peu comme la reine d'Angleterre : il règne mais ne gouverne pas (...)

### SCRUTIN MAJORITAIRE.

Intérêt général ? Supposons cependant un instant que les défenseurs du système politique actuel, c'est-à-dire tous les politiciens et leurs armées de plumeurs, aient raison ; et que le régime représentatif est démocratique. Leur argument est à peu près le suivant : les députés élus par le peuple représentent les différents courants politiques présents dans la population ; de la confrontation de ces différents points de vue dans les discussions parlementaires naissent des lois conformes à l'«intérêt général».

Considérons le mode de scrutin utilisé en France. Le scrutin majoritaire en effet exclut automatiquement du parlement les courants minoritaires qui refusent de rentrer dans les combines des grands partis au pouvoir. Là encore, une mesure qui n'a rien de révolutionnaire, le scrutin proportionnel qui existe dans de nombreux pays capitalistes, permettrait à tous les courants d'opinion de contribuer au débat «démocratique».

### PROPOSITIONS DE LOIS.

Mais qui fait la loi ? Donc un Parlement qui échappe au contrôle du peuple et dont sont exclus les minorités, cela semble déjà beaucoup moins démocratique. Mais il faut aller encore plus loin dans la critique : les dépu-

tés font-ils réellement la loi ? Comment fonctionne le Parlement ? Pour qu'une loi soit votée, il faut d'abord qu'elle soit proposée à la discussion du Parlement. Qui a la faculté de proposer des lois à la discussion ? Pas le peuple évidemment : «l'initiative des lois appartient concurremment au premier ministre et aux membres du parlement» (article 39 de la Constitution). Le gouvernement présente des projets de loi ; un ou plusieurs parlementaires peuvent présenter des propositions de loi.

Mais dans la pratique, l'essentiel de la législation se fonde sur les projets de loi du gouvernement.

En théorie, l'Assemblée parlementaire pourrait tout aussi bien se consacrer à l'examen des propositions de loi. Sauf que... c'est le gouvernement qui dispose d'un pouvoir d'inscription prioritaire de ses propres projets au détriment des propositions des députés. Pendant la session de 1997-98, sur 558 propositions parlementaires, seulement 25 ont été adoptées (autant dire que la présidence du PCF à être utile au Parlement est une douce plaisanterie).

C'est par conséquent et en réalité le gouvernement qui fait les lois. Le gouvernement dispose de toute une série de lois qui lui permet d'imposer le vote des lois qui lui sont nécessaires. La plus fameuse de ces lois est certainement l'article constitutionnel 49-3 qui permet au gouvernement de faire passer un texte sans discussion ni vote !

Mais, les ministres étant issus du parlement, le gouvernement faisant les lois, ce sont malgré tout des élus du peuple qui font les lois, pourraient-on objecter.

### HAUTS FONCTIONNAIRES.

Qui dirige l'État ? En fait, le gouvernement, nommé par le président, n'est pas nécessairement issu du parlement. Mais quand bien même les ministres sont choisis au sein du Parlement, dirigent-ils effectivement la machine gouvernementale qui, nous l'avons vu, fabrique les lois ?

Et bien non ! Comme en témoigne Marie-Noëlle Lienemann\*, particulièrement bien placée pour en parler puisqu'elle a été plusieurs fois ministre du logement. Dans son pamphlet, il apparaît clairement que ce sont en réalité les hauts fonctionnaires qui contrôlent la fabrique des lois, car ils interviennent aux deux étapes décisives : celle de la conception et celle de l'exécution.

Au sujet d'une autoroute que l'Administration avait décidée, pour des raisons connues d'elle seule, de faire construire, elle montre comment les fonctionnaires ont fabriqué une étude «prouvant» sa nécessité : légère modification des estimations de trafic par ci, subtile rectification le seuil d'estimation de saturation par là, quelques bidouillages de paramètres comme la vitesse moyenne...

L'Administration a, par mille manœuvres subtiles, le pouvoir de faire appliquer sa propre politique par-dessus la tête des ministres qui ne font de toute façon que passer. Elle a aussi la capacité de faire enterrer les lois qui lui déplaisent. Car pour qu'une loi entre

dans les faits, il faut qu'elle soit suivie d'un décret d'application.

Or, tous les décrets, dès qu'ils comportent un volet financier, doivent être cosignés par les Finances et le Budget. Si les hauts fonctionnaires du contrôle financier ne signent pas les engagements de dépenses, ils torpillent une loi. Le cimetière est plein de généreuses intentions des élus de la nation. Là aussi, les techniques légales ne manquent pas : la régulation budgétaire (capacité des contrôleurs de bloquer un quart du budget prévu ou même de geler les crédits) ; le contrôle d'opportunité (le contrôleur financier est habilité à tenir compte de l'effet prévisible d'une loi sur les finances publiques : s'il estime que la loi peut avoir à long terme un effet néfaste sur les finances publiques, il ne signe pas...) ; l'annualité budgétaire (si on dépasse la fin de l'année sans avoir pris une décision, l'argent ne peut plus être dépensé et on ne le récupère pas).

L'ancienne ministre le dit elle-même : «J'ai entendu un représentant du ministre du budget affirmer tout sincèrement, au cours d'une réunion à Matignon : "Bercy est contre, ce projet sera torpillé et, de toute manière, ne sera pas appliquée"».

### PATRONS, BOURGEOISIE.

Mais d'où viennent les hauts fonctionnaires ? Les députés, le gouvernement n'ont aucun pouvoir sur les décisions importantes. Les décisions économiques et financières, les patrons en décident souverainement : ils organisent la production et investissent. Ils embauchent, débauchent ou précarisent selon leurs intérêts. L'État est chargé de gérer la situation sociale et politique.

Les hauts fonctionnaires qui dirigent l'État sont formés dans les grandes écoles,

ils sont bien souvent issue de la classe dominante bourgeoise. Parfois, ils viennent directement des grands groupes industriels ou financiers. C'est donc la classe bourgeoise qui dirige la haute administration et donc l'essentiel de la machine gouvernementale.

Gouvernement et patronat semblent parfois s'opposer entre eux. Mais ces contradictions sont entre l'intérêt du capital en général à long terme et les intérêts à court terme de capitaux particuliers, et non entre capitalistes et «élus du peuple». Si l'administration, qui tire les ficelles du gouvernement, s'oppose parfois aux patrons, c'est parce que, pour toute les moutons encore pendant des années, il ne faut pas les égorguer...

Alors, à quoi servent les députés ? À dissimuler l'implacable dictature de la bourgeoisie.

Un militant VP

\* Les cannibales de l'Etat, édition Ramsay

## LES CHÔMEURS DÉPUTÉS ET LES AUTRES

ces mêmes députés qui estiment que l'allocation d'adulte Handicapé (610 E/mois) permettent de vivre correctement, prennent tout particulièrement soin d'une catégorie très particulière de chômeurs potentiels : eux-mêmes, après les élections.

Le *Canard enchaîné* nous apprenait, il y a quelques semaines, que Jean-Louis Debré, le président de l'Assemblée nationale a décidé de soigner les députés battus devenus chômeurs en juin prochain.

Ceux de 2002 – une trentaine – avaient continué de bénéficier durant un semestre d'une partie de leur indemnité de député (5177 euros nets soit 6 952, 91 brut). Juste le temps de retrouver du boulot. Debré a décidé de faire passer la durée d'un semestre à... cinq ans !

La durée d'une législature. Revenus peut-être dans l'hémicycle, il leur faudra déterminer s'ils augmentent ou s'ils diminuent l'AAH ou le RMI de 10 ou de 20 euros. Revenus dans les médias, il leur faudra de nouveau expliquer que «la France est frénétique par tous ses imprécations» ; ces chômeurs tous fainéants, ces vieux tous dépendants, ces étrangers tous polygames, ces travailleurs arrêtés tous faux malades, etc.

**Prise de position politique de la confédération CFDT, exprimée dans son magazine d'avril 2007.**

## LA CFDT EST POUR LA «NEUTRALITÉ»

La CFDT, depuis plus de vingt ans, n'appelle pas ses adhérents à voter pour tel ou tel candidat. C'est en toute autonomie qu'elle a interpellé ceux et celles qui se présentent à la magistrature suprême sous la forme d'une adresse aux candidats des partis de gouvernement, excluant les extrêmes... François Chérèque,

à la tête d'une délégation, a rencontré les candidats suivants : Dominique Voynet, Ségolène Royal, François Bayrou, Nicolas Sarkozy et Marie-George Buffet.

Voici un bel exemple de «neutralité politique», «en toute autonomie» : l'exclusion des extrêmes (au pluriel) et la prise en compte des seuls «partis de gouvernement». Ces derniers, par définition, acceptent le capitalisme et la démocratie bourgeoise. Le «réformiste et impartial» – c'est le titre de son livre – François Chérèque s'y retrouve parfaitement. Comme quoi «pas de politique» signifie toujours acceptation de la politique en place.

### Humour



Sarkozy, porte-parole des travailleurs

### À COMMANDER À NOTRE BP



**Grève remarquable et remarquée, trop tardivement, tant par les médias que par les militants du mouvement ouvrier. Grève qui, comme des centaines d'autres mouvements de protestation, ont percuté de plein fouet la campagne présidentielle. Grève qui par ses revendications, par ses formes d'action, paraît annoncer une nouvelle période de lutte et de recomposition du mouvement ouvrier. Il semblait donc**

**utile au journal Partisan de faire connaître la parole ouvrière qui s'était manifestée lors de cette lutte. Aussi, nous avons interrogé des grévistes et des militants sur le bilan de leur lutte. Nous avons regroupé leurs réponses dans cette trop courte interview. Les militants de Partisan (qui est le mensuel de l'OCML-VP) ont été très présents dans cette lutte, nous y reviendrons dans un prochain numéro.**

Photo © Daniel Naumour

## “La grève, une formidable école”

**P**ARTISAN : COMMENT A DÉMARRÉ CETTE GRÈVE ? D'un côté nous venions d'apprendre que les ouvriers de Magnetto (sous-traitant sur le site de PSA) venaient, après quelques jours de grève complète, d'arracher 150 % d'augmentation, l'embauche de 10 intérimaires, le paiement des jours de grève,... ; et d'un autre côté PSA nous annonçait une royale augmentation de 1,6% pour l'année. Plusieurs jeunes ouvriers de fabrication ont décidé de débrayer tout de suite, ils sont alors voilé les collègues et de proche en proche la production a été totalement paralysée.

Le lendemain se tenait la première assemblée générale (AG) des 3 équipes (matin, après-midi et nuit), regroupant plusieurs centaines d'ouvriers, de moniteurs, de caristes, fixes et intérimaires. L'AG débattait des revendications et nommait un Comité de grève de 70 salariés (des syndiqués et des non syndiqués ; des intérimaires aussi). La revendication principale, c'était 500 euros net d'augmentation pour tous, avec un salaire minimum de 1525 euros net. Puis l'embauche des 700 intérimaires, la baisse des cadences de travail, le départ en retraite des plus de 55 ans avec embauche des jeunes, etc... Des revendications à contre courant de la politique patronale.

C'EST UNE GRÈVE SPONTANÉE ? On ne peut pas dire ça. Il y avait déjà eu la grève de 2005 d'ouvriers de production. En quelques jours PSA avait plié, nous avions alors acquis une expérience. Plusieurs mouvements de grève avaient eu lieu sur le site, notamment chez les sous-traitants. Et puis, une partie importante des ouvriers est syndiquée à Citroën-PSA. La CGT, le plus important des syndicats d'opposition à PSA, comme SUD et la CFDT, avaient fait un

gros travail de popularisation des luttes, des revendications essentielles des ouvriers, stigmatisant l'enrichissement fabuleux des patrons. La grève n'éclate pas dans un ciel serein, elle était espérée et préparée par un nombre important de délégués et d'ouvriers actifs. Et même si les syndicats de lutte vont «disparaître» pendant la grève pour laisser la place aux AG et au Comité, ils seront présents à travers l'expérience et l'activité de leur délégués. Des grévistes disaient «nous sommes le peuple», pour dire que nous avions dépassé les divisions syndicales, pour ne faire qu'une masse.

ET COMMENT SE CONSTITUE LE COMITÉ DE GRÈVE ? Là aussi rien de spontané. AG et Comité sont le résultat d'une expérience et d'un travail militant. On a repris les bonnes traditions de lutte du mouvement ouvrier : que les travailleurs prennent en main leur grève, l'organisent, la popularisent et la dirigent. Ne pas laisser quelques dirigeants syndicaux le faire à leur place. C'est ainsi que la grève a été une formidable «école» pour tous : école de lutte, d'organisation, de responsabilité,... Louvrier, qui a tendance à se sous-estimer, voire à se mépriser, relève ainsi la tête, et sent qu'il peut devenir maître de son destin. Lui qui est en fait au cœur de l'exploitation capitaliste ; lui qui sue et s'use à la production du profit !

QUE VA FAIRE LE COMITÉ DE GRÈVE ? Comme nous le disions plus haut : il va organiser et diriger la grève de bout en bout sur la base des réunions quotidiennes de l'AG des grévistes. Toutes les décisions sont votées ouvertement, y compris devant les huissiers (payés très chers par PSA !). C'est le Comité qui, six semaines plus tard, sera délégué pour signer le protocole de fin de grève.

Entre autres, il va populariser les justes revendications ouvrières portées par cette grève. Tout d'abord en direction de ceux qui ne sont pas encore en grève ; en direction des autres usines du groupe PSA dans la région parisienne et en direction des quartiers. Et là de manière insuffisante et tardive pensent certains... Il va organiser la résistance face à la direction qui n'hésite pas à utiliser les techniciens et les cadres comme briseurs de grèves. La pression de la direction de PSA est forte sur les ouvriers, dissuadant beaucoup de se mettre en grève par peur, par menace ou par promesse de promotion. La contre-attaque, c'est de soutenir les autres boîtes en grève, comme GEFCO un sous-traitant de PSA.

Quand il devient évident que Citroën ne va pas céder aussi facilement qu'à Magnetto, que la grève sera dure et longue et que, dans les conditions actuelles, elle ne s'élargit pas (il y aura entre 550 et 600 grévistes sur 5500 ouvriers à la production, sans compter les sous-traitants), alors le Comité de grève organisera des collectes de solidarité. Plus tard il organisera démocratiquement la distribution de la solidarité financière, sur la base de la participation réelle en s'appuyant sur les cartes de grévistes...

LA GRÈVE N'ÉTAIT DONC PAS COMPLÈTE, NE PARALYSAIT PAS TOTALEMENT L'USINE ? Cela n'a pas été possible. Pour au moins une raison donnée plus haut : la politique répressive de la direction de PSA. PSA écrase, y compris par la force, les droits ouvriers à l'organisation, à la grève, etc... PSA entretenait un syndicat à sa botte, le SIA, qui, lui aussi, fait un fort travail anti-gréviste. Dans ces conditions la grève n'a jamais réussi à être majoritaire, même si son influence était vaste. Ainsi plusieurs centaines d'ouvriers se sont mis en maladie au cours de la grève, et lors de collectes de signatures et d'argent dans l'usine, plus de 1200 travailleurs y ont répondu. Minoritaires en nombre, les grévistes auront un soutien déclaré quasi-majoritaire. D'ailleurs, rapidement, les syndicats plus tièdes pour la grève (comme la CFTC et UNSA) seront dans la bagarre. Fallait-il bloquer les entrées de l'usine par des piquets de grève, comme certains l'ont prétendu ? Si nous

avions été, dès le début, plusieurs milliers de grévistes cela aurait pu être envisageable. Mais nous savons que même dans ces conditions (comme ce fut le cas en 1982), la lutte aurait été très dure et l'affrontement, y compris violent, avec les cadres et milices de PSA sans doute inévitable. Nous n'en sommes pas là. Au contraire, Les grévistes ont fait très attention de ne pas prêter le flanc à toutes les provocations de la direction de PSA – les huissiers jouant leur rôle de «petits rapporteurs».

### UNE GRÈVE LONGUE, COURAGEUSE MAIS FINALEMENT UN ÉCHÉC ?

Nous n'avons pas obtenu 500 euros et 1500 euros net, c'est vrai. Nous n'avons obtenu que quelques miettes du gâteau patronal. Mais là n'est pas l'essentiel :

quand on a repris le travail, décision prise en AG, nous l'avons fait la tête haute. On a fait le tour de l'usine, accompagnant les

collègues sur leur lieu de travail, banderoles en tête ! Fiers d'avoir tenu tête à la machine à écraser, à casser le travailleur.

La grève a été une formidable «école de grève» : école de solidarité, d'entraide, d'organisation...

Nous avons été, et nous sommes toujours, trois semaines après la reprise, forts : les chefs baissent la tête, les libertés syndicales sont respectées. On sent parmi nous la fraternité, on se connaît, on discute... C'est important pour la suite, Citroën n'a pas perdu cette bataille, mais nous on a gagné une force. Il y avait avant 50 ou 40 délégués, aujourd'hui nous sommes 500. On prépare déjà la prochaine bataille et de manière plus consciente.

C'est ça notre victoire : plus forts, plus conscients, et plus organisés. Nos patrons l'ont bien compris. On entre dans une nouvelle période.

**Suite aux élections du personnel en février dernier, nous avons interviewé un dirigeant syndical CGT. Nous en donnons l'essentiel.**

### SYNDICALISME ET SYNDICALISATION À PSA-CITROËN

**Alors quels sont les résultats des élections ? Chacun est un peu déçu, et croyait plus progresser. Si les syndicats patronaux comme le SLA reste majoritaire dans le 2ème collège (techniciens, agents de maîtrise et cadres), il n'est pas de même dans le 1er, le collège ouvrier.**

**Concrètement dans le collège ouvrier : la CGT a progressé de 2% (66%) ; SUD de 3% ( passe de 8 à 8%). Si on fait le total des syndicats qui luttent (CGT+SUD+CFDT), nous obtenons 52%. Le syndicat-patron, le SLA, n'a que légèrement plus que la CGT.**

**Et sur les autres sites Citroën ? La CGT se développe partout souvent au détriment du SLA et de FO. Ainsi c'est plus de 14% à St-Ouen ; plus de 10% à Melun ; plus 2% à Sochaux. A Melun une CFDT, créée par une bande de jeunes dynamiques, fait un coup 20%. Le sentiment c'est que le vent tourne en faveur des syndicats qui veulent lutter.**

**Et la syndicalisation ? En ce qui concerne la CGT, elle est en progression également. Nous sommes passés, après la grève de 2005, de 150 à 250 syndiqués. Ajoutons qu'il y a eu depuis quelques années création et développement de SUD.**

**Mais tout cela est à rester dans l'histoire de la boîte. Depuis plus de 20 ans la CGT oscille entre 35 et 40%. En 1984, l'usine est passé de 7000 à 5000 personnes. L'attitude la direction de la CGT n'avait pas alors été très claire vis à vis des promesses du ministre du travail (PS) Bérégovoy ; puis plouf ! c'était 2000 personnes en moins. Ensuite, il y a eu beaucoup de préretraites, et, de 2000 à 2003, l'embauche de jeunes sans tradition de lutte, courtisés par le clientélisme de la SLA et de FO, qui dans la pratique ne donnait rien. La grève de 2005 est venue confirmer que la lutte paie plus que les démarches individuelles.**

#### NOTES

(1) Il n'y en a pas moins de 6, rien que sur le site. (2) Voir en annexe une interview que nous avons faite, juste avant la grève, suite aux élections du personnel en février. (3) Dans nos précédents journaux et dans nos tracts, *Partisan* (à commander à notre boîte postale ou à consulter sur notre site : vp-partisan.org), a largement montré en quoi ces revendications sont justes, en quoi elles correspondent à l'intérêt de classe de tous les

ouvriers et en quoi par conséquent elles se heurtent aux intérêts des capitalistes et de leur gouvernement. (4) Syndicat indépendant, qui vient de toute une tradition de syndicats patronaux (CSL...), plus ou moins faisant (5) Une grève importante dans l'histoire ouvrière de PSA (comme celle de 1984) ; une grève pour la dignité, pour le respect de l'ouvrier. Dont le film-documentaire «Haya», tourné à l'époque, a été visionné pendant la grève de 2007. (6) PSA a perdu 21 000 voitures non vendues et 500 millions en chiffre d'affaires.

## Airbus contre Boeing

**d'Airbus. Celui-ci serait fondé sur un recul des commandes en février face à son principal concurrent Boeing. A partir de là, on a évoqué une chute des commandes qui pourrait ramener la part de marché d'Airbus de 45% à 40%.**

# La lutte pour dominer le marché mondial

### OURQUOI UN REDRESSEMENT ?

Assimiler le recul des commandes à un effondrement est tout à fait exagéré. La présidence du «pauvre groupe», dans son bulletin *Airbus news* du 28-02-07, s'exprime ainsi : la situation est excellente, il y a du travail pour 5 années et les ventes en 2006 sont au plus haut : «*Les livraisons et les performances de vente, l'année 2006 est pour nous une année exceptionnelle ! Les bénéfices sont énormes : en 2005, 2,85 milliards d'euro (soit plus 17%).*

Airbus appartient, comme l'ensemble de l'industrie aéronautique moderne, à une des branches qui fait le plus de profit et qui est promise à un bel avenir dans la haute technologie. D'après les chiffres de Boeing, chaque ouvrier réalise chaque année, dans le secteur de la défense, un chiffre d'affaire de 380 000 euros. Airbus reste muet à ce sujet, mais se situe dans cet ordre de grandeur. Airbus n'est donc pas à court terme devant une menace de faillite, mais il obtient des profits maximums. Alors, pourquoi un redressement ? C'est pour d'autres raisons.

Aujourd'hui, dans l'industrie aéronautique, se produit une gigantesque collision de deux super monopoles dominants : Boeing et Airbus sont en lutte pour le marché mondial. Et ce combat se mène sur le dos des employés. Au tournant du siècle, Airbus menaçait de détrôner Boeing comme leader. Les médias américains ont alors parlé «d'une crise de Boeing». Pour chasser Airbus, Boeing a mis en place un programme d'assainissement brutal :

«Environ 40 000 postes de travail ont été supprimés par Boeing depuis 2001 : ventes d'usines et licenciements. Aujourd'hui, après la vente d'une demi-douzaine d'usines, le groupe ne possède plus que 8 sites de production. Chez Airbus il y a encore 16 usines dans 4 pays d'Europe» [...] (FTD. DE du 6 mars)

**LES TRAVAILLEURS TOUJOURS PERDANT.** Aujourd'hui, Boeing menace de licencier entre 2008 et 2009, 7 000 autres employés si le contrat pour la construction de l'avion de transport militaire moderne CT 17 n'est pas signé avec le gouvernement Bush. Cela toucherait aussi 700 entreprises sous-traitantes employant 25 000 personnes. Le programme «Power 8» est la réponse d'Airbus à la concurrence. La rivalité des deux géants est une lutte à mort auquel finalement un seul survivra. Dans ce combat, les travailleurs ne peuvent être que les perdants s'ils sont entraînés par le bas dans cette spirale. Au contraire, les travailleurs des deux groupes doivent construire, en rejetant les frontières nationales, leur unité de combat contre l'ennemi commun : les centres dirigeants des monopoles internationaux.

**«De dramatiques évolutions» auraient précipité Airbus dans la crise et ébranlé l'ancien «joyau de la technologie européenne» (selon l'expression du journal allemand *Die Welt*). C'est ainsi que la direction du groupe présente les raisons qui justifient le redressement**



Ouvriers allemands en grève chez EADS

ce qui se joue en ce moment, dans l'industrie aéronautique, montre en quoi consiste ce qu'on appelle la «mondialisation». Dans son livre «Le crépuscule des dieux sur le nouvel ordre mondial»(\*), Stefan Engel démontre que la «soif de domination du marché mondial» apparaît comme «la force motrice principale qui fait agir les monopoles internationaux... Avec la nouvelle organisation de la production internationale, ne surgissent pas seulement de nouvelles méthodes dans l'investissement de capitaux par les monopoles internationaux mais aussi de nouvelles lois économiques. La production réalisant le profit maximal qui était auparavant la maxime suprême des monopoles, ne suffit plus aux super monopoles internationaux. Pour eux, seule est intéressante la production qui leur permet de jouer un rôle dominant sur le marché mondial dans leur secteur». (p 288)

Dès les années 90, des entreprises traditionnelles mondiales ont été victimes de cette lutte à mort, avalees par des concurrents plus forts ou acculées à la faillite et disparues : AEG (électricité), Mannesmann (engins), Holzmann (bâtiment), etc...

Chaque fois, les «vainqueurs» ont expliqué à leurs ouvriers qu'àinsi leurs emplois avaient pu être sauvegardés.

### PIÈCES MAÎTRESSES DU CAPITALISME D'ETAT.

Il est tout à fait improbable que Boeing et Airbus puissent fusionner. Car leur lutte concurrentielle est d'une nature explosive particulière. Les deux groupes forment la pièce maîtresse du complexe militaro-industriel aux USA et dans l'Union européenne. L'armement est l'une de leurs principales activités. Pour cette raison, les deux groupes sont fortement structurés par leurs États.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'industrie aéronautique allemande et européenne se trouvait en retard par rapport aux trusts US (Lockheed, McDonnell Douglas et Boeing) qui dominaient le marché mondial. Ceux-ci avaient en plus l'avantage de financer leur production civile en profitant de gigantesques commandes d'armement. En 1970, à l'instigation des gouvernements d'Allemagne, de France, de Grande Bretagne et d'Espagne, des entreprises de construction d'avions de ces quatre pays ont fusionné à l'échelon européen pour constituer Airbus. Parce que, seuls, ils étaient trop faibles pour contester aux groupes américains la domination du marché mondial.

Il est d'autant plus courageux que les collègues d'Airbus aient entamé le combat. Ils doivent se préparer à un dur conflit de classe et prendre position.

*Extrait d'un article paru dans le n°10 (2007) du Rote Fahne (Drapeau Rouge), hebdomadaire du Parti marxiste-léniniste d'Allemagne.*

(\*) Livre paru, en français, aux éditions l'Harmattan en 2006, 600 pages, prix public 39 euros et à notre boîte postale : 50 euros

**Actuellement, il y a près de 100 000 facteurs à la Poste. Sous couvert d'amélioration de la qualité de service, des conditions de travail, et de dialogue social, la direction vient de prendre un nouveau projet afin de liquider 30 000 emplois à la distribution du courrier.**

# ENRAYER LE PROJET «FACTEURS D'AVENIR»

**L**a Poste met en avant des éléments «incontournables» : l'ouverture à la concurrence, les lois du marché et les directives européennes qui visent à une libéralisation totale du courrier dès 2009. C'est la préparation à la dernière étape qui vise à la privatisation des activités courrier. Il faut se rappeler qu'en 1992, le PS avait déjà séparé Poste et Télécoms, que depuis la précarité gagne ainsi que les fermetures de bureaux.

Les facteurs sont titulaires de leur tournée, ils arrivent le matin, la trient, la préparent et sortent en tournée. Mais souvent, devant la charge de travail, de nombreux facteurs arrivent une heure ou une demi-heure avant l'heure légale au bureau. Les syndicats restent souvent silencieux sur ce travail gratuit afin de ne pas perdre des adhérents. Mais la direction utilise en ne complaint que l'heure légale d'arrivée et de fin de vacances pour dire que les facteurs ne font pas leurs heures. L'afflux de précaires corvéables à merci ne fait qu'augmenter ce problème : «Si tu veux rester, tu dois passer ta tournée, les autres le font bien». Un autre détail fait que ce système se maintient, c'est que le facteur cherche à avoir une bonne tournée et pour certains vendre des calendriers afin de compenser leur salaire.

Mais tout cela a une fin, il faut pour la direction liquider encore de la masse salariale, comme elle l'a fait dans les centres de tri ou aux guichets. La première partie du tri des quartiers va être mécanisée et la tournée triée (les codes barres servent à ça). Et puis il faut casser ce coté artisans.

### LE PROJET «FACTEURS D'AVENIR».

Les facteurs vont travailler en équipes. Pour une équipe de 15 facteurs, il y aura 10 quartiers certains jours, 11 d'autres jours, et surtout le samedi sera presque

**Correspondance VP**



## Rencontre syndicale

**L'**intérêt de cette démarche est multiple. Tout d'abord, cet Appel défend une position de classe ferme, aussi bien au plan national qu'international. Il regroupe des syndicalistes de classe d'origines très diverses, avec des parcours différents, mais sans sectarisme et sans exclusive. Ensuite, nous retrouvons dans ce document nombre d'analyses que nous partageons : l'analyse de la CFDTisation de la CGT, la critique de la « Sécurité Sociale Professionnelle », celle du « syndicalisme rassemblé ».

### DES LIMITES

**L'absence de références à l'activité de la CGT avant 1995.** Certains camarades considèrent en effet que c'est là l'origine du réformisme de la CGT. Ce n'est pas notre cas : nous avons pu rappeler l'attitude de la CGT lors de l'élection de Mitterrand en 1981 voire plus loin, en 1947 et 1968.

**La défense des services publics et des nationalisations** sans trop d'interrogations. Sans se poser la question-clé : quel service pour quel public ?

**Les références au traité de Maastricht et à l'Europe comme cause de nos misères,** argument que nous entendons souvent mais qui nous semble d'une grande pauvreté et masque la réalité de la crise du capitalisme mondialisé.

Enfin, ce regroupement souhaite **intervenir sur tous les terrains du syndicalisme**, par exemple le syndicalisme enseignant FSU. Ce n'est pas notre cas, nous n'envisageons d'intervenir que pour la constitution d'un courant syndical de classe à l'intérieur de la CGT.

### UNE INITIATIVE LARGEMENT POSITIVE

Cette initiative nous semble cependant largement positive et correspond à une nécessité pour ne pas se faire laminer dans nos syndicats. Nous y voyons tout un tas d'avantages en terme pratiques (réponse à la répression, solidarité avec les luttes) mais aussi en terme de mise en commun de la réflexion. Car l'enjeu n'est pas seulement de fédérer les luttes revendicatives sur une plate-forme de combat. L'enjeu est de rompre avec la confusion, de clarifier les enjeux, de débattre sur le fond des questions essentielles du syndicalisme de classe. Sans ce débat de fond, sans cette clarification, nous ne reconstruirons rien du tout.

Pour cela nous serons, et nous appellerons, à la rencontre qui se tiendra :

SAMEDI 26 MAI (SAMEDI DE PENTECÔTE)  
DE 9H30 À 18H00  
CICP, 21<sup>me</sup> RUE VOLTAIRE, PARIS 75011  
METRO RUE DES BOULETS-MONTREUIL

ouvalacgt.over-blog.com

# APPEL POUR UN FORUM DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE

**Début février, quatre collectifs syndicaux publiaient un appel commun pour le regroupement de tous les militants attachés au syndicalisme de classe. Les militants de l'OCML-VP qui animent le blog «Où va la CGT ?» ont été informés assez tôt de ce projet et ont apporté quelques remarques, qui ont pour l'essentiel été prises en compte. Aussi, Ouvalacgt a décidé de signer cet appel et de s'investir, à l'échelle de ses moyens, dans cette initiative. C'est d'ailleurs une raison de la réactivation du blog après 9 mois de mise en sommeil.**

### EXTRATS DE L'APPEL

(...) Le 48e Congrès de la CGT (Lille, avril 2006) a été une étape importante dans le processus de liquidation du syndicalisme de lutte de classe, indépendant de l'Etat et des patrons. La CFDTisation de la CGT s'est accélérée. En lieu et place d'une orientation pour des combats revendicatifs, d'une analyse critique de la société capitaliste et de la politique gouvernementale, les dirigeants confédéraux ont fait adopter des textes consensuels, de type associatif, et appelé à un «syndicalisme rassemblé» reconnaissant le capitalisme comme porteur de modernité et... d'avenir ! Du refus de «diaboliser le patronat» (on parle désormais d'entrepreneur et non de patron, de «partenaires sociaux» et non de classes sociales) à l'adhésion à la CES et à la CSI, et avec l'objectif de « relever les défis de la mondialisation» (un des mots d'ordre du 48e congrès), c'est la même ligne de fardage de la contradiction capital-travail et d'abandon des positions syndicales de classe. La direction CGT ne cache plus sa volonté d'accompagner, voire d'aménager le capitalisme, à l'instar de son ténor réformiste J.-C. Le Duiou qui écrit (dans son livre Demain, le changement, p. 248) : «Le marché, nous le connaissons. Nous cherchons à l'orienter, à le maîtriser, à le transformer. Nous ne sommes pas pour l'abolition comme cela a été fait dans l'expérience soviétique.» L'entreprise n'est plus présentée comme appartenant au capital, mais comme un cadre de vie et de travail «neutre». Ainsi, toujours selon Le Duiou, «qu'une entreprise fasse des bénéfices n'est nullement condamnable», et comme «il n'est pas question d'ignorer la contrainte de compétitivité des entreprises». L'idée «d'interdiction des licenciements» n'est de ce point de vue «ni réaliste, ni ambitieuse» (...).

Le syndicalisme est indissociable de l'action de masse, de la recherche de la solidarité de toute la classe, pour les mêmes droits pour tous. La solidarité doit se réaliser tout particulièrement avec les fractions les plus fragiles (privés d'emploi, précaires, intérimaires, salariés de la sous-traitance,



Meeting d'opposition syndicale à Lille pendant le 48e Congrès de la CGT, en 2006

sans-papiers...), dont la syndicalisation est un enjeu majeur. La forme la plus éprouvée de la lutte syndicale reste la grève, car elle seule touche les intérêts financiers des capitalistes. La solidarité militante et financière avec les travailleurs en grève est une donnée de classe : l'ennemi du travailleur n'est pas seulement son propre patron, mais toute la classe des patrons !

La conscience de classe a fortement reculé, en relation avec le recul du mouvement ouvrier révolutionnaire. Le mouvement syndical privé d'anticipation, est amené à se placer exclusivement sur le terrain voulu par le capital, celui des profits au détriment des acquis sociaux. La ligne maximale d'action syndicale devient, au mieux, défendre ce qui existe, et non la conquête de nouveaux droits et la garantie des acquis ! Le syndicalisme de lutte de classe, au contraire, recense et popularise les besoins et aspirations populaires, pour les traduire en revendications précises et convergentes qui posent, en dernière analyse, la question de l'abolition du patronat et du salariat.

Les syndicalistes conscients de ce bilan n'ont pas d'autres choix que d'unir leurs

efforts pour reconstruire ce syndicalisme de lutte de classe dont ont besoin les travailleurs et pour aider à réaliser l'unité syndicale sur la base des revendications des travailleurs. C'est pour commencer à rassembler ces syndicalistes, les travailleurs et les privés d'emploi en lutte que le présent appel a été élaboré, à l'initiative des quatre regroupements signataires du présent appel, qui étaient déjà intervenus ensemble à l'occasion du 48e congrès de la CGT en avril 2006 (diffusion d'un tract commun contre l'orientation de la direction confédérale). Aujourd'hui, d'autres collectifs, de nombreux militants isolés, des syndicats ou sections de base, des UL, voire des UD et des syndicats nationaux, défendent le syndicalisme de classe et de masse, dans la CGT, dans la FSU et dans d'autres syndicats issus du mouvement ouvrier (FO, SUD, CNT, syndicats étudiants de lutte...).

C'est pourquoi nous proposons à tous ces syndicalistes, collectifs syndicaux et syndicats, ainsi qu'à tous les travailleurs et privés d'emploi en lutte, de nous réunir en forum pour la défense du syndicalisme de classe, pour la défense du travail contre le capital et la collaboration de classes. »

TEXTE INTÉGRAL SUR  
OUVALACGT.OVER-BLOG.COM

OÙ VALA CGT ?

### SIGNATAIRES :

- CONTINUER LA CGT (CL-CGT)
- COMITÉ POUR UN COURANT INTERSYNDICAL LUTTE DE CLASSE ANTI-BUREAUCRATIQUE (CILCA)
- COLLECTIF UNITAIRE POUR UN FRONT SYNDICAL DE LUTTE DE CLASSE (CUSFC)
- COLLECTIF GÉNÉRAL DES TRAVAILLEURS (CGT-E) DALKIA

**À COMMANDER  
À NOTRE BP**

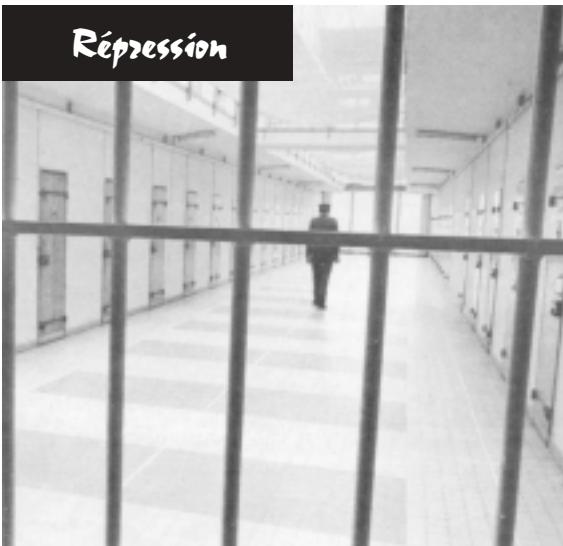
OCML-VILLE PROLETARIENNE  
LE COMITÉ DE CLASSE DE  
MANIFESTE POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE

Une brochure Partisan 1 euros

Partisan sur le net

vp-partisan.org

## Répression



UN PROCÈS POLITIQUE CONTRE LE (NOUVEAU) PARTI COMMUNISTE ITALIEN

# Victoire dans la lutte contre l'extradition !

**L**es 4, 5 et 6 avril au Tribunal correctionnel de Paris a eu lieu le procès contre Giuseppe Maj, Giuseppe Czepell et Angelo D'Arcangeli, militants du (nouveau) Parti communiste italien (nPCI); et Antonio Ramon Teijelo et Manuela Galan, militants de la « Fracción Octubre » du Parti Communiste d'Espagne (reconstruit). Sous l'accusation d'association de malfaiteurs pour la fabrication de faux papiers.

Le juge, Mme Beauguin, a mis en place des mesures pour empêcher les camarades de se défendre : pas de convocation au procès de Maj et Czepell (donc, pas présents) ; refus de citer les 15 témoins demandés par les militants du (nPCI) ; limitation à 15 personnes dans la salle du tribunal, sur 60 venues en solidarité.

Dans ces conditions, l'avocat des militants du (nPCI) a demandé au début de l'audience le renvoi du procès. Le juge a refusé. L'avocat a alors accusé d'être aux ordres des Autorités italiennes. Le juge a ordonné l'expulsion de la salle d'Angelo qui protestait contre cet abus de pouvoir. Avant de sortir, Angelo a demandé aux personnes présentes de sortir avec lui pour ne pas légitimer ce procès. Toutes, y compris l'avocat, ont abandonné la salle. Cette action avait une signification claire : la condamnation unanime du juge et des intentions des Autorités qu'il sert. Il a été décidé ensuite de ne pas participer à la suite de ce procès mascarade, pour ne pas le légitimer.

Condamnations très lourdes infligées : 5 ans pour Maj et Czepell et interdiction à vie du territoire français. 2 ans pour Angelo. Et pour les camarades espagnols : 40 mois pour Teijelo et 18 mois pour Galan, plus interdiction à vie du territoire français. Normalement en France pour « faux papiers » la condamnation est de 4 mois. Et Angelo a aussi été condamné alors qu'il n'avait pas de faux papiers ! Mais Maj, Czepell et D'Arcangeli n'ont pu être extradé vers l'Italie.

## LUTTER MAINTENANT CONTRE LE PROCÈS POLITIQUE !

La ligne suivie depuis mai 2006 jusqu'aujourd'hui a permis de gagner contre l'extradition. Cette ligne est la suivante :

**CAMPAGNE SUR «DEUX JAMBES».** D'un côté, le travail de masse : initiatives de dénonciations/mobilisations (tables de presse, assemblée, concerts, rassemblement, occupations, etc) et participation à la création d'un front unique contre la répression en France ; de l'autre, intervention vers la gauche bourgeoisie française afin de développer des contradictions dans la classe dominante et empêcher son union autour d'une ligne répressive.

**LIGNE DE RUPTURE DANS LE PROCÈS.** Donc, il ne fallait pas entrer dans la logique du procès de connivence et dans son schéma. Passer d'accusé à accusateur. Utiliser les lois bourgeoises pour mettre en difficulté le juge (par exemple les lois-mensonges sur le procès équitable) mais, en même temps, ne pas se lier les mains à ses

mêmes lois (par exemple : chercher l'expulsion du tribunal pour faire renvoyer le procès et gagner du temps pour continuer la «campagne sur deux jambes», comme cela a été fait le 17 janvier 07). A la différence de la conception de l'avocat renommé Vergès, nous pensons que dans le procès de rupture ce n'est pas l'avocat qui a un rôle principal, dirigeant, mais l'accusé. C'est à l'accusé de diriger le procès de rupture. L'avocat est un élément du procès, pas le dirigeant.

Maintenant que la lutte contre l'extradition a été gagnée, il faut passer à la deuxième étape : lutter contre le procès politique. La victoire contre l'extradition a représenté une contribution à la renaissance du mouvement communiste, la deuxième étape le sera aussi. Sur cette base là nous demandons à toutes les forces révolutionnaires de s'unir dans cette lutte !

*Comité d'Aide aux Prisonniers du (n)PCI-Paris*

Site : cap-npciawardspace.com  
e-mail : cap-npci-paris@voila.fr

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE (EXTRAIT)

### NOUVELLE ATTAQUE CONTRE DES MILITANTS DE LYON 2 !

**L'UNIVERSITÉ S'EN PREND CETTE FOIS-CI AUX SYNDICALISTES ET A TOUS CEUX QUI DÉNONCENT SA POLITIQUE :**

Trois mois se sont écoulés depuis le scandale qui a éclaté concernant l'arrestation de trois étudiants pour des motifs politiques.

L'université Lyon 2 continue sa politique ultra-répressive en direction du militantisme d'opposition. Cette fois-ci les syndicalistes étudiants sont directement visés par l'administration. La Fédération Syndicale Etudiante, à travers la traduction en conseil de discipline d'un de ses membres, est directement frappée. Mr Samy Dichy (élu au Conseil d'Administration, ancien président de l'USEL-FSE) est en effet accusé de faits insignifiants et d'autres dont il n'est pas l'auteur (ex : diffusions de tracts injurieux,...). Cinq autres militants (n'appartenant pas à la FSE) sont amenés à comparaitre dans les mêmes conditions [...]

**LES CAUSES LIÉES À CETTE DÉRIVE.** Des réformes accélérées et profondes qui affectent aussi bien les milieux professionnel qu'étudiant sont en cours (recodification du code du travail, décrets issus du rapport Hetzel, etc.). La révolte de l'année dernière contre le CPE a montré que les étudiants, associés aux travailleurs et précaires, s'opposaient radicalement à ce projet de société et à la politique anti-sociale menée par le gouvernement. Les universités ont manifestement pris l'initiative d'exclure les éléments contestataires et y compris ceux organisés pour détruire ainsi tout ce qui leur fait obstacle (Exemple : cas de Naima à l'université Nanterre Paris 10 [...])

Aussi notre syndicat, entre autres par la voix de Samy Dichy, accuse en effet la présidence, depuis les événements du mois de

février, d'avoir constitué un dossier délateur, prouvant que l'université fiche les militants au moins depuis le début de l'année, ce qu'a formellement confirmé Maître Fréry (avocate de la défense).

A maintes reprises nous avons demandé à l'administration de reconnaître l'existence dudit dossier celle-ci niant en bloc. Nous rappelons qu'effectivement, Maître Fréry a ouvertement déclaré avoir pris connaissance de ce document figurant parmi les pièces produites dans le dossier d'instruction relatif aux trois inculpés de février.

Par cette attaque c'est bien la liberté syndicale qui est menacée. Ce qui est recherché, plus exactement, c'est la criminalisation du syndicalisme de lutte faisant front à la politique de l'université et plus largement au démantèlement du service public de l'enseignement supérieur qui implique nécessairement la privatisation des universités (réformes LMD-ECTS, PRES,...)

Un front uni anti-répression s'est constitué à l'échelle nationale. Nous, militants de la Fédération Syndicale Etudiante, appelons toutes les organisations défendant les libertés publiques à rallier notre cause.

En ce qui nous concerne, nous condamnons les attaques de Lyon 2 envers la libre protestation politique et donc, la liberté d'expression, la liberté syndicale qui sont toutes de valeur constitutionnelle. Nous revendiquons l'arrêt de toutes poursuites pénales et disciplinaires engagées jusqu'à présent à l'encontre des militants ! Nous sommes la Présidence de prendre immédiatement ses responsabilités et d'en assumer les conséquences politiques. Nous exigeons enfin la destruction définitive du dossier délateur.

FSE Lyon 2

## MAROC SYNDICALISTES ARRÊTÉS LE 1<sup>ER</sup> MAI A AGADIR

En toute violation de la loi, la police a envahi le local de l'UMT (Union Marocaine du Travail) à Agadir et arrêté cinq camarades qui rentraient de la marche du 1<sup>er</sup> Mai. Il s'agit de :

**ABDERRAHIM KARRAB** : ouvrier agricole, membre du bureau national du Syndicat national des ouvriers agricoles.

**ELHOUSSINE OULHOUSS** : syndicaliste, membre de la Fédération nationale de l'Enseignement.

**ELMEHDI ELKERKOUCH ET MUSTAPHA ELGAROUAZ** : élèves, membres de l'AMDH, manifestants dans le cadre de la coordination contre la cherté de la vie. Mustapha Fathi : syndicaliste membre de la Fédération nationale de l'Enseignement FNE de l'UMT.

Fathi et Elgarouaz ont été mis en garde à vue, maltraités avant d'être relâchés et les deux autres Karrab et Elkarkouch, sont détenus et poursuivis pour «atteinte au sacré».

## 6 ANS POUR OBTENIR LE STATUT DE REFUGIE

Arrivé en France en 1998 après avoir été emprisonné, torturé, condamné à mort puis à perpétuité à l'âge de 16 ans pour ses activités communistes, Hamid avait demandé le statut de réfugié en France en 2001.

Il vient de l'obtenir au bout de 6 ans d'épuisantes démarches, au quatrième examen de sa demande par la Commission des Recours de l'OFPRA, et après avoir essayé trois refus auparavant. Un comité de soutien constitué à Lyon l'avait aidé à tenir, avait dénoncé le régime iranien et la complicité de la France, tout en accumulant de nombreuses marques de soutien à son combat.

Ainsi en va-t-il de l'existence de dizaines de milliers de demandeurs d'asile, et de la politique de l'asile en France : suspicion, mépris, rejets répétés, jusqu'à une hypothétique acceptation, dans le meilleur des cas, à condition d'avoir été persévéran... et d'avoir eu de la chance ! Un parcours qui relève de la torture morale, qui broie des années de la vie des demandeurs d'asile, où l'arbitraire de l'Etat bourgeois est roi !

**ACHETER RÉGULIÈREMENT Partisan EN KIOSQUE OU EN LIBRAIRIE C'EST BIEN.**

**S'ABONNER À Partisan C'EST MIEUX !**

## COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN AUX REFUGIES PALESTINIENS AU LIBAN

«Depuis quelques semaines, la situation politique se dégrade dans certains camps de réfugiés palestiniens au Liban. Des éléments obscurantistes islamistes (salafistes) se nommant «Fatah al-Islam» et «Joud el-Cham» tentent de semer la terreur parmi la population des camps et à fortiori contre les organisations et associations de la gauche laïque palestinienne. Plusieurs affrontements armés ont eu lieu à Nahr el Bared (Tripoli) et Ain el-Heloué (Saïda), deux camps où la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani (FCGK) mène ses activités d'éducation populaire avec les enfants.

Les Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani (AFCGK), comité officiel en France de la Fondation, reçoit régulièrement des rapports alarmants sur la situation de la part de ses amis palestiniens dans ces camps. C'est pourquoi, nous lançons un appel financier exceptionnel pour permettre à la Fondation de continuer à fonctionner malgré les pressions des salafistes. Ceux-ci n'hésitent plus à dissuader les écoliers, les écolières et leurs familles de se rendre dans les structures d'éducation populaire de la gauche laïque palestinienne.

Nous appelons donc tous les amis du peuple palestinien à participer à cet appel financier. Les chèques doivent être libellés à l'ordre de «Les Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani» et envoyés à AFCGK, 3 rue Alfred Riom, 44000 Nantes.»



**Dix ans après avoir déclenché la Guerre Populaire et quelques mois après le formidable mouvement démocratique du printemps dernier, le Parti communiste du Népal (maoïste) signait le 21 novembre dernier des accords de paix avec l'alliance des sept partis dits «démocratiques» qui gouvernent désormais le pays. Pourquoi un tel accord ? Et que deviennent les objectifs du PCN (m) d'établir une république de démocratie nouvelle, première étape dans l'établissement du socialisme et dans la marche vers le communisme ? Alors que les révolutionnaires du monde entier ont les yeux tournés vers la révolution népalaise, bien des questions demeurent sur la situation actuelle au Népal et la nouvelle stratégie du PCN (m).**

## Accords de paix : La révolution entre parenthèses ?

**C**es accords de paix interviennent après dix ans de «guerre populaire prolongée» au cours de laquelle le PCN (m) a libéré 80 % du territoire, principalement les zones rurales et montagneuses. En avril 2006, la rébellion contre la monarchie et le féodalisme a gagné les villes et notamment la capitale, Katmandou. Ce soulèvement de l'ensemble de la société népalaise a contraint le roi à abandonner les pleins pouvoirs qu'il s'était arrogés en 2005.

Lors de ce puissant mouvement de masse, le PCN (m) a montré qu'il était aussi présent dans les villes et que son influence grandissait, jusqu'à rallier la petite-bourgeoisie progressive urbaine. C'est donc sous la «menace» de l'insurrection des villes que l'alliance des 7 partis, regroupant des partis bourgeois et réformistes opposés à la monarchie absolue, mais notamment compromis avec l'ancien régime, a été obligée d'accepter l'ouverture d'un nouveau processus politique au Népal (voir *Partisan* n°204, été 2006).

Ce processus a connu plusieurs étapes jusqu'à aujourd'hui. Après le rétablissement des libertés démocratiques et du parlement en avril 2006, un cessez-le-feu est déclaré entre l'armée royale du Népal (rebaptisée Armée népalaise) et l'Armée Populaire de Libération (APL) dirigée par les maoïstes, et, le 26 novembre dernier, le gouvernement et le PCN (m) signent des accords de paix sous le contrôle de l'ONU. Une Constitution provisoire est alors mise en place qui restera en vigueur jusqu'à l'élection de l'Assemblée constituante prévue au printemps 2007. Enfin, les maoïstes participent au Parlement.

L'objectif des maoïstes restant la fin pure et simple de la monarchie et l'établissement d'une république au Népal.

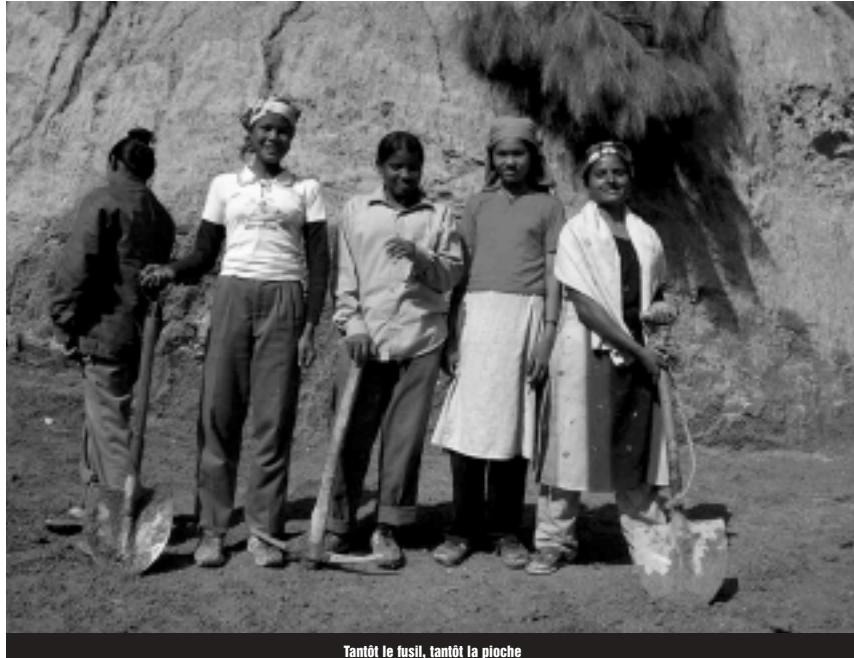
### QUE PRÉVOIENT LES ACCORDS DE PAIX ?

Voici, en résumé, les principaux points de ces accords :

- **Contrôle des armes et des armées.** Les troupes de l'Armée Populaire de Libération seront cantonnées dans sept zones, alors que pour sa part l'Armée népalaise demeura «confinée dans ses casernes». Une fois les combattants maoïstes cantonnés, «toutes les armes et munitions seront entreposées de façon sécuritaire, sous clé» mais «ces clés demeureront en possession de l'APL». Le dépôt des armes étant supervisé par des représentants de l'ONU. Le cantonnement a été effectué courant janvier 2007.

- **Gouvernement intérimaire et royaute.** «Les gouvernements et tribunaux populaires mis en place par le PCN(m) seront dissous, dès que le parlement intérimaire sera formé». La Constitution provisoire, adoptée en décembre 2006, implique quant à elle une suspension temporaire de la monarchie. Elle ouvre aussi la voie à l'entrée des rebelles au gouvernement.

Le sort de la monarchie – et donc le sort personnel du roi – sera déterminé à la première séance de l'Assemblée constituante,



Tantôt le fusil, tantôt la pioche

tuante, par un vote à la majorité simple.

• **Questions sociales.** L'accord exprime la détermination de ses signataires à réaliser «une restructuration progressiste de l'État, afin de résoudre les problèmes qui existent au Népal, notamment les problèmes de classes, de castes, de religions et de genres».

Un programme de transformation économique et sociale «consensuel» devra parallèlement être mis en place pour mettre fin à toute forme de féodalisme. Ce programme comprendra notamment «une réforme agraire scientifique».

QUELLE SIGNIFICATION DONNER À CES ACCORDS ? Depuis plusieurs mois les dirigeants du PCN (m) avancent plusieurs éléments pour expliquer l'évolution dans leur stratégie et ce qui les amène à la situation actuelle des accords de paix :

«Dans le contexte actuel, avec la restauration du capitalisme en Chine et alors qu'il n'y a aucun autre Etat socialiste ; quand, malgré les conditions objectives favorables, il n'y a actuellement aucune avancée d'aucun mouvement révolutionnaire fort sous la conduite du prolétariat, et quand l'imperialisme mondial attaque le peuple partout comme un tigre blessé, est-il possible à un petit pays avec une contrainte géopolitique spécifique comme le Népal d'aller à la victoire au point de prendre l'Etat central par la révolution ? C'est la question la plus significative qui est posée au Parti aujourd'hui. La réponse à cette question peut seulement être trouvée dans le marxisme-léninisme-maoïsme et de ceci dépend le futur de la révolution népalaise».

«Il n'y a aucun doute que les forces impérialistes sont maintenant en train de préparer des attaques bien plus sinistres alors que la guerre populaire népalaise a en vue l'affrontement stratégique (...)»

Il est vrai que les menaces d'interventions directes au Népal de la part de l'Inde comme de la Chine se faisaient plus pressantes. Les Etats-Unis eux-mêmes avaient commencé à préparer un plan d'aide militaire directe au roi pour écraser les révolutionnaires. L'éventualité d'un massacre des communistes, comme dans le passé en Grèce, en Indonésie ou au Chili, n'est pas à écarter.

Par ailleurs, les dirigeants maoïstes népalais ont maintes fois fait référence au processus révolutionnaire russe, comparant la situation actuelle à une révolution de février 1917 allant vers la révolution d'octobre 1917.

DES QUESTIONS SE POSENT. Il n'y a aucun doute qu'un processus révolutionnaire n'est pas quelque chose de simple mais avance en zigzags, et que le fait de combattre un ennemi beaucoup plus puissant impose aux communistes népalais une grande flexibilité dans la tactique.

Cependant, beaucoup de questions continuent à être posées sur le contenu même des accords de paix. La première concerne l'ONU. Ces accords sont intervenus sous son égide et il a même été envoyé des experts chargés de superviser l'opération de stockage des armes. Pourtant, l'ONU n'est pas neutre, c'est un instrument au service de l'imperialisme. En plaçant ses

forces militaires sous contrôle impérialiste, le PCN (m) ne prend-il pas le risque de désarmer le peuple népalais et de le priver ainsi de la seule garantie qu'il ait contre un massacre organisé ?

De plus, la décision du PCN (m) de disoudre les gouvernements populaires révolutionnaires dans les campagnes et de fusionner l'Armée Populaire de Libération avec l'armée réactionnaire ne lancera-t-elle pas un processus irréversible de perte de toutes les conquêtes révolutionnaires réalisées jusqu'à maintenant ? Enfin, comment une réforme agraire, même «scientifique», pourrait-elle être mené jusqu'au bout en dehors du pouvoir exercé par le prolétariat ?

Fin janvier 2007, l'un des principaux responsables du PCN (m), Chandra Prakash Gajurel «Gaurav», déclarait que la participation du PCN(m) dans le parlement intérimaire était «simplement un stratagème» et que les maoïstes, loin d'avoir «abandonné la révolution», étaient au contraire en train de se renforcer (...). Ces déclarations ont évidemment provoqué un véritable tollé à l'ONU et dans les partis dits «démocratiques» népalais... Mais il apparaît acquis qu'effectivement l'armée maoïste se soit renforcée numériquement depuis novembre 2006 passant de 10 000 combattants à plus de 50 000, ce que confirment plusieurs rapports.

Au sujet des armes et du contrôle de l'ONU, Gaurav a donné encore plus de sueurs froides aux partisans du roi et autres pro-imperialistes en assurant que le PCN (m) prendrait les armes aussitôt que

les méthodes pacifiques échoueraient à produire des résultats, que son parti était capable d'être «armé en moins d'une heure» et que si le parlement échouait à produire des résultats, ils mèneraient une «révolution basée dans les villes».

Et, effectivement, le PCN (m) maintient de puissantes mobilisations et a organisé une série de meetings dans toutes les villes en février et mars 2007 à l'occasion du 12<sup>e</sup> anniversaire de la Guerre populaire.

Depuis la France, il nous est difficile de développer une analyse précise et d'appréhender la situation réelle et objective au Népal. Le manque d'information, l'anti-communisme des médias bourgeois et la désinformation systématique sont un obstacle. Mais c'est surtout l'absence d'une véritable Internationale Communiste qui se fait cruellement ressentir et qui pèse. Qui pèse sur nos capacités à analyser la situation, à développer la solidarité avec les révolutionnaires du monde entier, et notamment au Népal, et qui, finalement, pèse sur les communistes népalais eux-mêmes et sur la révolution.

Nous ne savons pas comment va évoluer la situation au Népal. Dans le numéro 204 de *Partisan* (été 2006), nous écrivions : «Le rapport de force et la puissante mobilisation des masses permet aujourd'hui au PCN(m) d'imposer son programme pour la révolution démocratique contre le féodalisme. Mais le combat ne s'arrêtera pas là, dès à présent, il faut préparer l'étape suivante, la révolution socialiste».

Comme de nombreux révolutionnaires dans le monde, nous comptons sur le PCN(m) pour faire les choix stratégiques les plus opportuns afin d'avancer vers cet objectif, dans une situation complexe et plus que jamais liée à la situation internationale.

Militants VP

### LA GUERRE POPULAIRE PROLONGEE

Les communistes népalais ont appliqué aux conditions concrètes de leur pays les principes de la guerre populaire prolongée (GPP), développés avec succès par les communistes chinois dans les années 1950, pendant la guerre de libération contre l'imperialisme japonais. La guerre populaire est une guerre de partisans, qui s'appuie sur la mobilisation des masses et met la politique au poste de commande (selon le principe «Parti commande au fusil»), en faisant des masses opprimées elles-mêmes les acteurs de leur libération. Appliquée dans des pays féodaux ou semi-féodaux, la GPP vise à l'encerclément des villes et à l'instauration de grandes zones, des zones libérées, où les masses commencent à exercer le pouvoir populaire et à briser les chaînes de l'oppression féodale. Ces zones deviennent également des bases d'appui militaire à partir desquelles les forces armées révolutionnaires s'organisent.

**Dans notre premier article nous avons montré quelles étaient les «bases idéologiques de la révolution bolivarienne». C'est dans ce cadre que le peuple vénézuélien a décidé une mobilisation sans précédent. Elle se mène en appui au processus engagé par Chavez mais aussi en opposition.**

# Les rapports sociaux dans les campagnes et les usines

«Sauf le pouvoir, tout est illusion.» Mao Zedong

**L**e Venezuela est le pays le plus «citadin» d'Amérique Latine. La dictature Gomez (1908-1935) qui procéda à la conversion de l'économie du pays, d'une économie agricole en une économie basée sur l'exploitation du pétrole eut des conséquences destructrices sur l'agriculture. En 1960, la population des campagnes était de 35%, en 1990 de 12% seulement : le Venezuela est un importateur net de produits agricoles et sa production ne compte que pour 6% du PIB.

**UNE RÉFORME AGRAIRE QUI N'A RIEN DE RADICAL.** Chavez met en œuvre en 2001 et 2002 une réforme agraire qui propose la redistribution des terres de l'Etat (principal propriétaire) mais aussi des terres privées laissées à l'abandon (c'est-à-dire non cultivées). En dépit de la colère de l'opposition et des gros propriétaires terriens qui voient d'un mauvais œil l'enthousiasme des masses pour la redistribution, la réforme n'a pourtant rien de bien radical. La loi confirme les droits des grands propriétaires sur leurs terres. C'est seulement si celles-ci ne sont pas cultivées ou dépassent une certaine taille qu'elles peuvent être expropriées avec indemnisation à hauteur des prix du marché de la terre. Tout citoyen vénézuélien peut par ailleurs se porter candidat à une parcelle de terre, et une fois cultivée pendant trois ans, il peut en obtenir la pleine propriété. Le propre frère de Chavez s'est occupé de la mise en œuvre de la réforme agraire avec des résultats importants. A la fin 2004, deux millions d'hectares appartenant à l'Etat avaient été redistribués. La population bénéficiaire de la réforme est estimée à 150 000 familles (soit 650 000 personnes). Ce n'est qu'à partir de 2005, que la révolution bolivarienne a décidé de s'attaquer timidement à la propriété terrière privée des grands latifundistes. Jusqu'ici seules les terres dites «abandonnées» par les propriétaires terriens ont été réquisitionnées et l'Etat plutôt que de s'affronter aux propriétaires terriens directement en s'appuyant sur les organisations paysannes préfère les batailles juridiques sur les titres de propriété disant en fait que ces terres appartiennent à l'Etat et non aux latifundistes.

Là où les organisations paysannes occupent les terres privées laissées en friche pour les cultiver, l'Etat vénézuélien se désolidarise. Il a ainsi abrogé un article de la réforme agraire qui autorisait les paysans pauvres à occuper les terres qui pouvaient faire l'objet d'une expropriation. De plus, l'Etat ne protège pas les organisations paysannes contre les nerfs des propriétaires terriens : 150 paysans ont ainsi été tués ces dernières années. La réforme agraire de Chavez n'est pas un appui aux luttes des paysans pauvres mais un «don de l'Etat pour endiguer la surpopulation et la pauvreté des bidonvilles. Il manque également aux paysans pauvres la force organisée capable de porter un véritable projet révolutionnaire de réforme agraire basée sur l'expropriation sans indemnisation des terres des latifundistes. La Coordination Nationale Agricole Ezequiel Zamora (CANEZ) et le Front Ezequiel Zamora (FEZ),



Qui l'emportera ? Le peuple ou Chavez ?

deux organisations paysannes chavistes ont demandé au gouvernement d'agir lors de manifestations à Caracas «contre la corruption, la bureaucratie, le réformisme et le non-respect des accords». Est-ce cette pression des paysans pauvres déçus qui a amené la création récemment des «conseils de paysans» (à côté des «conseils ouvriers» et des «conseils communaux») pour mener plus loin la réforme agraire ? Quoiqu'il en soit ces structures de lutte sont une avancée en terme d'organisation des paysans pauvres pour imposer par la force la réforme agraire et la défendre militairement contre les grands propriétaires et leurs nervis.

**«CO-GESTION OUVRIÈRE» OU «POUVOIR PROLETARIEN» ?** Un plan de nationalisation des grandes entreprises stratégiques vient d'être annoncé par Chavez. L'Etat deviendra majoritaire dans les sociétés mixtes partagées entre PDVSA (entreprise nationale de pétrole) et les entreprises impérialistes et nationalisées CANTV (téléphone appartenant au groupe yankee Verizon) et Eletcar (électricité appartenant au groupe yankee AES).

Jusqu'à présent, la révolution bolivarienne s'était contentée de nationaliser les entreprises laissées à l'abandon par leurs propriétaires qui avaient auparavant saboté la production et lock-outé les ouvriers. Les ouvriers ont décidé d'occuper les usines, et de relancer la production en demandant à Chavez son appui. Dans un premier temps, le système coopératif s'est imposé dans une nouvelle gestion entre l'Etat et les ouvriers des entreprises abandonnées et nouvellement expropriées. A travers un système de prêts du gouvernement à bas taux d'intérêt, les ouvriers ont racheté des entreprises et les ont transformées en coopératives. Chavez a expliqué que «ceci est la révolution, ceci est le socialisme», à savoir la «co-gestion ouvrière» sur les entreprises laissées à l'abandon par la bourgeoisie compradore anti-chaviste.

La «co-gestion ouvrière», qui s'apparente à une forme de contrôle ouvrier sur l'élection des dirigeants de l'entreprise et sur la production, n'est pour autant défendue par Chavez que dans des cas «exceptionnels», la

norme étant selon lui de convaincre les capitalistes de prendre part à l'expérience bolivarienne. L'Etat est ainsi «prêt à aider les employeurs voulant garder leurs entreprises ouvertes en leur octroyant des prêts à taux d'intérêt réduit mais à condition qu'ils accordent aux ouvriers une participation au management, à la direction, aux profits de la compagnie».

Dans les entreprises phares où la «co-gestion ouvrière» est en application, les ouvriers élisent leurs managers (mais ceux-ci gardent le même salaire qu'auparavant), contrôlent la production en éliminant la bureaucratie et la corruption par un système de délégués élus et révocables à tout moment. Cependant, les rapports dirigeants/dirigés ne sont pas fondamentalement remis en cause et surtout cette forme d'autogestion «à la yougoslave» ne permet pas aux ouvriers de diriger la société dans son ensemble, c'est-à-dire hors l'usine. Qui est le rôle des ouvriers dans les grands choix de l'économie (planification, redistribution...) ?

Ainsi, dans l'entreprise d'aluminium Alacasa qui est propriété d'Etat, les ouvriers réunis en assemblée générale ouvrière ont exposé qu' «il faut inclure dans les propositions pour une co-gestion révolutionnaire le fait que les compagnies doivent être propriété de l'Etat, sans distribution de parts pour les travailleurs, et que tous les profits doivent être distribués en fonction des besoins de la société à travers des conseils de planification sociale. Ces conseils de planification sociale doivent être compris comme des organes qui mettent en œuvre les décisions prises par les citoyens en assemblées. »

La «co-gestion ouvrière» donne parfois lieu à une autre compréhension très coopérative celle-là. Ainsi, les ouvriers de Invepal (papier) espèrent racheter la part de l'Etat dans la compagnie afin d'être les seuls propriétaires et garder tous les profits de la production.

Les nationalisations et la «co-gestion ouvrière» ne seront pas des mesures socialistes tant que la classe ouvrière n'exercera pas son pouvoir sur toute la société.

**LA QUESTION DE L'ETAT ET QUI LE DIRIGE.** Chavez a beau jeu d'entretenir le doute sur la «construction du socialisme», mais l'Etat n'est pas dans les mains des ouvriers, des défavorisés des bidonvilles ni dans celles des paysans pauvres. La question de qui dirige le processus en cours aujourd'hui au Venezuela est claire : la bourgeoisie nationale appuyée par la petite-bourgeoisie, une partie importante de l'Armée, avec le soutien des masses ouvrières et paysannes qui profitent d'un espace de libertés démocratiques et de réelles conquêtes sociales (éducation, santé...).

Reste en suspens les réelles motivations de la bourgeoisie nationale. Sa volonté de réduire le poids de la bourgeoisie compradore (liée à l'impérialisme yankee), voir d'en gagner une partie à son projet national anti-impérialiste pousse Chavez à entretenir le mouvement des masses. En gros, c'est un ultimatum : soit vous les capitalistes, nous rejoignez dans un projet bourgeois de développement national, soit nous utiliserons la classe ouvrière, les défavorisés et les paysans pauvres pour vous y obliger.

Or, c'est compter sans l'extraordinaire mobilisation et vitalité de la classe ouvrière vénézuélienne qui pose d'ores et déjà la question de quel type d'Etat pour quel type de révolution. La question majeure aujourd'hui au Venezuela est de savoir qui de la bourgeoisie nationale ou de la classe ouvrière va continuer à conduire le processus qu'on appelle «révolution bolivarienne».

Des milliers d'assemblées populaires, de syndicats de lutte, d'assemblées de femmes, de comités paysans ont vu le jour. L'ancienne confédération syndicale CTV, liée aux impérialistes et au clientélisme pétrolier a été rapidement supplante par l'UNT (Union Nationale des Travailleurs), créée dans la lutte contre l'opposition anti-chaviste. Les ouvriers et les défavorisés ont ainsi pris au mot Chavez lorsqu'il leur a conseillé «organisez-vous, nous vous apporterons le soutien politique et économique». Dans les bidonvilles de la capitale, Caracas, les assemblées populaires se sont transformées en «conseils communaux» de planification populaire. De plus, cette expérience de lutte des masses donne naissance à des «conseils ouvriers» et des «conseils paysans». Il est clair qu'ici on a la base d'une autre structure d'Etat, une structure de type «soviet» en gestation. Reste à savoir si cette structure pourra contester à l'ancien appareil d'Etat, largement hérité de la période pré-Chavez, le pouvoir. Ainsi, l'administration Chavez est vécue de plus en plus comme un frein au processus révolutionnaire par les ouvriers les plus conscients.

**APPUYER LE MOUVEMENT DES OUVRIERS VÉNÉZUÉLIENS.** Chavez est conscient du danger de voir la classe ouvrière vénézuélienne et ses alliés des bidonvilles et des campagnes diriger le processus révolutionnaire, c'est pourquoi, il souffle actuellement le chaud et le froid.

D'un côté, il appelle à une «réforme drastique de la structure politique du pays», en encourageant les «conseils» nouvellement créés, mais à contrario il laisse faire les



gouverneurs qui répriment le mouvement ouvrier, ou ne donne pas suite aux revendications ouvrières d'avant-garde.

Nous donnerons deux exemples à ce titre. Tout d'abord, les courants les plus avancés dans l'UNT demandent que les «conseils», communaux, ouvriers et paysans soient la base d'une Assemblée du Peuple, jugeant caduque l'Assemblée Nationale (pourtant majoritairement chaviste). Ils ont émis ce jugement après n'avoir pas eu de réponse de l'Assemblée Nationale face à leur «Document des Revendications des Travailleurs et Travailleuses» qui synthétisait l'ensemble des revendications sociales et politiques des ouvriers les plus avancés.

Ensuite, le cas des ouvriers de l'entreprise Sanitarios Maracay (sanitaires). Ils réclament l'expropriation de l'entreprise afin de pouvoir la gérer en contrôlant directement la production. N'étant pas entendus, ils ont décidé de manifester à Caracas à l'appel du FRETICO (Front Révolutionnaire des Travailleurs des Usines Occupées) en appelant à la nationalisation de leur entreprise et à la production au profit des projets de construction de logements sociaux. La police et le gouverneur d'Aragua les ont empêché militairement de porter leurs revendications à la capitale en blessant 14 ouvriers, en arrêtant 21. Preuve s'il en faut que les gouverneurs, même acquis à la «révolution bolivarienne» se révèlent les défenseurs de l'ordre bourgeois.

Les marxistes-léninistes doivent défendre l'expérience chaviste dans ce qu'elle a d'anti-impérialiste, contre les velléités de Washington de mettre un terme au mouvement des masses vénézuéliennes. Par ailleurs, ils doivent appuyer les ouvriers en lutte pour leurs revendications économiques, sociales et politiques, leurs tentatives d'organisation indépendante de classe pour marcher vers la révolution sociale.

## Un sympathisant VP

Nous aborderons dans notre troisième et dernier article les positions politiques défendues au Venezuela par les organisations se revendant de la classe ouvrière et du communisme.



## «We feed the world le marché de la faim»

**L**E FILM. Après *Le cauchemar de Darwin* et *Notre pain quotidien*, voici un troisième film de Erwin Wagenhofer qui dénonce l'industrialisation de l'agriculture (et de la pêche) et les désastres humains qu'elle provoque. Le film, analytique, donne la parole à quelques producteurs et spécialistes de la production agricole. Pour terminer en beauté par une interview du PDG de Nestlé, droit dans ses bottes tâchées de tout ce sang (du genre, «les extrémistes pensent que l'eau doit être fournie gratuitement aux plus démunis, moi je pense qu'il faut la vendre pour qu'on s'aperçoive qu'elle a un coût»). Jean Ziegler, le socialiste radical suisse, vient plusieurs fois mettre en contradiction la logique des monopoles et du profit avec le bien-être des populations.

Contrairement au Cauchemar de Darwin qui creusait, à titre d'exemple généralisable, la pêche aux perches du Nil en Afrique, «We feed the world» («nous nourrissons le monde», la devise de Pioneer, le plus grand monopole de la semence) parcourt le monde pour montrer l'ampleur du mal : pêche artisanale en France, semences hybrides en Roumanie, tomates industrielles en Espagne, soja pour l'exportation au Brésil, volailles industrielles en Autriche, ce sont différem-

tes facettes d'une même maladie, le capitalisme, qui sont dénoncées. L'exemple des légumes importés d'Europe et vendus moins cher en Afrique que les productions locales, alimentant ainsi la misère paysanne et l'exode, est particulièrement frappant. Le film ne dit rien, bien que quelques images parlent d'elles-mêmes, des conditions de travail induites dans tous ces bagnes du capitalisme galopant. On les devine, mais ce n'est pas (assez) le thème du film.

**UN DÉBAT.** La plus grosse déception est venue du débat qui a suivi le film, auquel participait le réalisateur. Aux gens qui voudraient des solutions faciles («dites-nous ce qu'il faut ne pas manger» ou «comment faire comprendre cela aux politiques»), il a répondu essentiellement par la nécessité de se fournir à proximité pour éviter cette course capitaliste aux faibles coûts de production. Un peu court, jeune homme ! Ça m'a fait penser à Attac (qui organisait le débat d'ailleurs) qui peut être très pointu dans la critique et complètement timoré dans les réponses. Eh bien non, spectateurs, ce n'est pas en changeant de consommation qu'on fera vaciller ce système ! Trop complexe, trop d'intérêts en jeu, trop de moyens de les faire passer... Ce n'est que la lutte des

classes, centrée autour des producteurs eux-mêmes, qui peut faire changer les choses. Remettant les choses dans l'ordre : c'est un problème de système mondial de production, l'inégalité de consommation n'en est qu'une conséquence, même si elle est fatale pour beaucoup (un enfant meurt de malnutrition toutes les 5 secondes, dit Ziegler). Développons l'internationalisme, développons la lutte des producteurs, élargissons nos domaines d'intervention à toutes les sphères de la vie que le capitalisme essaie de soumettre, voilà les lourdes tâches. Que ne semblait pas prêt à entendre l'auditoire d'une salle de cinéma, pourtant acquise à l'horreur de la mondialisation. On a du pain sur la planche, camarades...



## Héritage, propriété privée, défense d'entrer...

**Q**uand le pouvoir politique en place décide de faire des cadeaux aux riches, l'héritage fait parler de lui. Cette survivance du moyen-âge qui accompagne et légitime le droit de propriété ne fait malheureusement pas partie des sujets sensés différencier la

droite de la gauche : ils sont tous pour la propriété privée qui ne peut exister que parce qu'elle est transmise par héritage.

L'héritage est à la base de l'accumulation capitaliste. Car à quoi servirait d'amasser de l'argent et des biens si l'on ne pouvait pas les transmettre au moment de mourir, s'ils retournaient à la collectivité pour bénéficier à l'ensemble du peuple ? Dans son désir de lever toutes les contraintes, aussi légères soient-elles, qui s'imposent aux riches, l'Etat au service des riches envisage d'alléger, voire de supprimer, ce qu'il prélevait sur les successions.

Des marchands d'esclaves des ports de l'atlantique, aux gros propriétaires terriens, en passant par les industriels et les spéculateurs du passé et de leurs descendants, tous défendent ce droit de transmettre les fortunes qu'ils ont acquises sur la misère humaine. Et ceux qui se revendiquent de la République, de l'égalité des chances, du travail salvateur,... voudraient nous faire croire que c'est conforme à la devise qu'ils affichent sur les mairies et sur ce drapeau : Liberté, Égalité, Fraternité.

Quelle Liberté, quelle Égalité peut-il y avoir, quand les uns naissent pauvres ou sans fortune tandis que les autres abordent la vie en étant sûrs de ne manquer aucun bien matériel ? C'est peut être la liberté du renard libre dans un poulailler ? Comment peuvent-ils encore parler de Fraternité, quand les uns n'ont pas de logement pour survivre, tandis que les autres disposent de trois ou quatre résidences dites secondaires, et bien sûr, vacances dix mois sur douze. Mais auxquelles il ne faut pas toucher : Propriété Privée, Défense d'Entrer.

Ce n'est donc pas une question mineure que celle de cette institution capitaliste qu'est l'héritage, car il fonctionne même pour les pauvres. Les riches transmettent leurs fortunes, les pauvres leurs dettes. C'est la même technique qui est employée pour la dette du tiers monde. Ceux à qui les banques et le capital financier présentent la facture : l'héritage du pillage de leurs pays, l'héritage de la décolonisation, ne sont pas ceux qui ont contracté (contraints et forcés) la Dette.

Il ne s'agit donc pas simplement de

mieux répartir les richesses ; encore faut-il que ces richesses ne soient pas transmissibles de façon privée. Et que ces richesses puissent servir à la collectivité. Seule une société injuste, inégalitaire et liberticide peut faire de l'héritage un de ses fondements.

Plus, toujours plus, non pour satisfaire des besoins humains, mais pour assurer ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre.

Extrait du bulletin

Les amis de l'égalité n°7  
BP 30934 41009 Blois cedex  
[www.lesamisdelegalite.org](http://www.lesamisdelegalite.org)

À 6 ans, personne  
ne soupçonne à  
qu'un jour elle  
s'abonnerait à  
Partisan.



ABONNEZ-VOUS À  
Partisan



## Propriété et possession, aliénation et liberté, selon Karl Marx

DE TOM THOMAS

**A** lors que le courant anti-libéral domine «la gauche de la gauche» et que la confusion règne parmi ceux qui se réclament du marxisme-léninisme, Tom Thomas vient de publier un ouvrage éclairant sur la question de la propriété à propos de laquelle Marx a écrit que «la révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété...»

Thomas, en s'appuyant sur Marx, s'attache d'abord à éclairer ce qu'est la propriété capitaliste, pour déboucher ensuite sur les conditions de son abolition, et préciser en conséquence celles de la libération des exploités. Il critique donc aussi bien les illusions véhiculées quant aux nationalisations comme mesures anticapitalistes, que les points de vue qui se sont développés en URSS sur la question de la «propriété socialiste».

Dans les deux premiers chapitres, Tom Thomas aborde la question de la propriété en général et celle de la propriété privée personnelle. Il montre en quoi la propriété, avant d'être un droit, est un comportement, des actes et une maîtrise. L'homme s'approprie les choses par et dans une activité. Il faut donc distinguer la propriété comme réalité juridique et la propriété comme la possession / appropriation. C'est à dire comme capacité de mise en œuvre. Un exemple peut illustrer cette distinction. On devient propriétaire d'un piano «en droit»,

en l'achetant, en signant un chèque. On se l'approprie, en tant qu'instrument de musique, qu'en apprenant la musique, et cela demande temps et efforts. Il en sera de même pour les ouvriers vis à vis des moyens de production.

Dans la production capitaliste la propriété est à la fois droit (juridique), et pouvoir (possession et capacité) de s'approprier le travail d'autrui. A partir de cela, dans le chapitre sur la propriété capitaliste, Thomas aborde une question essentielle : la distinction entre Capital financier, et capital fonction. Si le rôle du capital financier est bien perçu et dénoncé par «la gauche de la gauche», le capital fonction, c'est à dire la capacité de mettre en œuvre le capital pour s'approprier le travail d'autrui, est largement, ignoré ou occulté, parce qu'il est aujourd'hui exercé par des salariés, «des fonctionnaires du capital».

Ces salariés font partie du «travailleur collectif», puisque la mise en œuvre des forces du capital ne saurait être individuelle. Mais s'en tenir là est occulter le fait que ce «travailleur collectif» salarié, est traversé par la division sociale du travail. Le rapport capitaliste ne se réduit pas à la propriété juridique. Ce qui le définit est aussi, et même plus essentiellement, «l'antagonisme entre les puissances qui maîtrisent et dirigent le procès de production et ceux qui, dépossédés, exécutent les gestes dictés par les machines et produisent la plus-value» (p45).

A partir de là, l'auteur démontre alors combien l'abolition de la propriété capitaliste ne saurait se réduire à transférer à l'Etat la propriété juridique des entreprises. Il montre en quoi ce «marxisme vulgaire» a pu se fonder sur certaines formules ambiguës de Marx. Cette lecture de Marx a permis à Staline d'affirmer en 1936, qu'en URSS, il n'y avait plus de «classe des capitalistes dans l'industrie, plus de classe des koulaks dans l'agriculture» par le fait que l'Etat était, pour l'essentiel, propriétaire juridique des moyens de productions. Thomas termine en précisant, toujours en s'appuyant sur Marx, les conditions de l'abolition radicale de la propriété capitaliste, et donc de la libération des prolétaires.

«Qu'est-ce qu'abolir radicalement la propriété capitaliste ? (...) c'est abolir le travail aliené qui est le travail contraint de l'époque capitaliste. C'est abolir le fait dans l'activité humaine concrète et historiquement déterminée, et non pas seulement comme un "état" fixé dans le droit.» (page 97)

Donc un ouvrage à lire et à étudier, pour mieux comprendre les tâches de la transition vers le communisme et rompre avec les conceptions de Staline et le marxisme «vulgaire» qui s'étaient imposés dans les partis de la III<sup>e</sup> internationale. **GP**

A commander à la boîte postale de Partisan (contre un chèque de 10 euros) ou aux éditions Contradiciones, 2 avenue des Grenadiers, boîte 1, 1050 Bruxelles

## VERS UN «NETTOYAGE SOCIAL» DANS LES CITES-U

Jean Paul Anciaux, député de droite, fervent défenseur de la privatisation, fut choisi par Raffarin en octobre 2003 afin d'établir un rapport sur le logement étudiant et les aides personnalisées. Comme son objectif est de développer le marché du logement privé, il conclut qu'une des principales raisons de la pénurie de logement étudiant est le non-développement de logements privés. Etant donné les prix des loyers actuellement, cela rendra inaccessible le logement aux étudiants issus de familles pauvres. C'est aussi un moyen de baisser la quantité d'étudiants dans le pays.

Cela converge avec d'autres objectifs de la bourgeoisie concernant l'enseignement supérieur. Rappelons les préconisations de l'OCDE (l'organisation économique des pays riches) dans son cahier n°13 : «Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement. Cela se fait au coup par coup, dans une école et non dans un établissement voisin, de telle sorte qu'on évite un mécontentement général de la population.» Rendre impossible ou presque le logement des étudiants issus de familles pauvres est un autre moyen d'atteindre cet objectif.

C'est Raymond Barre qui à partir de 1975 impulse une politique de réduction de l'aide à la pierre, c'est à dire un désengagement de l'Etat dans la construction de logements sociaux type HLM. Cette politique globale s'appliquera au logement étudiant. La construction de cités-U publiques sera stoppée et apparaîtront petit à petit des logements dans le privé, et les Crous laisseront les cités-U se détériorer. Trente ans après, J.P. Anciaux se sert de la détérioration du parc (70 000 chambres vétustes sur un parc de 100 000 chambres) pour lancer un programme de rénovation qui entraînera la hausse considérable des loyers et éjectera de fait les étudiants les plus pauvres.

**PARTISAN SUR LE NET →**

Aujourd'hui, 107 000 étudiants vivent sous le seuil de pauvreté. L'allocation au logement social a baissé de 50%. Les frais d'inscription à l'université augmentent régulièrement, le prix des tickets de resto-U aussi. Et le logement social, vital pour des étudiants issus de milieu populaire, est de plus en plus rare. En effet, les logements en cité-U ne couvrent les besoins que de 7% des étudiants. Un million et demi d'étudiants sont donc obligés de se tourner vers des logements individuels dans le privés et donc coûteux. Mais même le logement en cité U est menacé. C'est le résultat d'une politique.

**L**e Crous (1) et le gouvernement ciblent une nouvelle clientèle. Pour cela ils se cachent derrière un argument à la base juste : il faut réhabiliter des cités universitaires publiques vétustes. Selon des étudiants qui militent à l'Agen (2), «D'année en année, le logement social étudiant s'est considérablement dégradé. Les directions des cités-U, à l'instar de celle de Nanterre, les ont laissées pourrir sur pied : diminution du nombre de femmes de ménage, système électrique obsolète, abandon puis fermeture des lieux de vie collectifs...».

En octobre 2004, la direction de la cité de Nanterre commence à parler officiellement d'effectuer une «restructuration-réhabilitation». Elle se garde d'informer les résidents des conséquences de ces travaux qui induisent la suppression d'un certain nombre de chambres. Et quand les étudiants de l'Agen se mobilisent pour savoir exactement ce qui les attend, le responsable du projet annonce une centaine de suppressions. En fait, 257 chambres seront, au final, supprimées. Le programme de réhabilitation est alléchant. Quatre types de logements seront proposés : 10, 15, 20 et 30 m<sup>2</sup> avec kitche-nettoyeurs... mais à quel prix ?

«Les tarifs pratiqués n'ont plus rien de commun avec ceux que nous connaissons actuellement qui s'adressent aux étudiants issus de milieu populaire. Le message est clair : les résidents admis sur critères sociaux coûtent trop cher ; il faut un public rentable.»

**LE «NETTOYAGE-HÉBERGEMENT D'ÉTÉ».** La direction de la cité-U se sert des vacances d'été chaque année pour mettre des étudiants à la rue. L'AGEN dénonce le fait qu'«elle recourt à des prétextes les plus variés et hallucinants les uns que les autres» pour faire cela. «Il faut faire de la place

## L'écroulement programmé du logement social étudiant



Action du collectif Jeudi noir qui a décidé d'attaquer le mal-logement via des actions festives et militantes

car environ 400 chambres vont restées fermées pendant un an. L'unique alternative proposée pour le relogement est celle des bailleurs privés comme la résidence qui a vu le jour à Nanterre. Ou encore la résidence privée d'une succursale de la BNP, à Rueil-Malmaison, dont les loyers varient entre 400 et 900 euros sans la location du parking, bien entendu! Voilà donc la réponse que nous propose le CROUS, le gouvernement et les syndicats co-gestionnaires qui prétendent vouloir remédier au problème du logement étudiant.

**RÉACTIONS DES SYNDICATS ÉTUDIANTS.** Il y a ceux qui collaborent avec la direction du CROUS et puis ceux qui agissent sur des principes de lutte. Les syndicats institutionnels, Unef/Feruf, Uni, Fax (la Fédération des Associations de Paris X a pris position contre la grève étudiante en 1995) ont approuvé les travaux de 2004, de même que l'augmentation des loyers, et seuls les étudiants élus au Comité d'Administration étaient réellement au courant de ce qui devait se passer.

D'autres syndicats, Sud, FSE, la CNT, ont dénoncé la privatisation des Crous et font un travail pour mobiliser les étudiants. L'Agen (Association générale des étudiants de Nanterre) et l'Arène (Association des résidents étudiants de Nanterre) qui lui est liée, ont demandé de façon continue des informations claires, et ont organisé une assemblée générale avec la direction de la fac afin de la pousser à dire la vérité. L'Arène a dénoncé aussi les pratiques de l'Unef et sa connivence avec le Crous. «Alors que des dizaines de résidents risquent d'être chassés dans le cadre de la "réhabilitation", l'Unef n'a rien trouvé de mieux que d'organiser, main dans la main avec le Crous, une soirée où l'on distribuera de l'alcool gratuitement (offert par le Crous). Cherche-t-on à corrompre les résidents ou à acheter leur silence en les divertissant ? A noyer leurs revendications sous les packs de bière ?»

La défense du logement social étudiant fait partie intégrante de la lutte pour l'accès aux études des enfants de travailleurs.

Alexandra

**UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS  
À LOYER ABORDABLE !  
NON À LA RESTRUCTURATION  
DU LOGEMENT SOCIAL ÉTUDIANT !  
NON AUX AUGMENTATIONS  
DE LOYER ! NON AUX EXPULSIONS !**

(1) Comité régional des œuvres universitaires et scolaires  
(2) Le site de l'Agen : [www.agen-nanterre.net](http://www.agen-nanterre.net)

## ★ AGENDA 213

### POUR UN FORUM DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE

- Appel de collectifs et militants syndicaux
- Cette rencontre aura lieu le samedi 26 Mai de 9h30 à 18h00.
- Au CICP - 31ter rue Voltaire - 75011 PARIS. Métro : Rue des Boulets.
- Pour ceux qui sont intéressés, faites-vous connaître à notre adresse postale ou sur nos courriels.

### THÉÂTRE

- Jolie Môme reprend BARRICADES, son spectacle sur la Commune de Paris : - à La penne sur Huveaune / Aubagne (13) le 1er juin réservations : 04 42 18 17 17 ; - à La Belle Etoile à Saint-Denis (93), les 8-9-10 juin 2007
- Et bientôt le festival LA BELLE ROUGE organisé par jolie Môme les 27-28-29 juillet à Saint-Amant-Roche-Savine (63)
- Tout cela vous le retrouverez sur [www.cie-joliemome.org](http://www.cie-joliemome.org)
- SOULONI ROUGE, une comédie musicale au fond de la mine, par le théâtre du Maquis ([www.theatredumaquis.com](http://www.theatredumaquis.com)). Samedi 19 mai à 20h30 au Festival de Coye-la-Forêt ; tél : 03 44 58 52 39.

### FILM

- UN MONDE MODERNE, documentaire, 2005. Sortie DVD du film réalisé par Sabrina Malek et Arnaud Soulier, édité par Co-errances. 18 euros. Depuis quelques années, les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire ont mis en place une nouvelle organisation du travail afin de baisser les coûts de production. Le principe est de faire massivement appel à la sous-traitance et à l'intérim. Les salariés des Chantiers nous racontent comment ils vivent cette précarité organisée. Les conséquences individuelles et collectives. Les changements dans les conditions et les rapports au travail... .

### CONSEIL INTERNATIONAL DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE

- Ce 5<sup>e</sup> Conseil se tiendra à Stuttgart en Allemagne du 17 au 20 mai 2007. Pour y participer adressez-vous à notre boîte postale.

Parution du numéro 214 vers le 20 juin. Date limite pour envoyer vos articles : 15 juin